

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3198

31 octobre 2014

SOMMAIRE

Advanced Technics Properties SPF S.A.	153462	INOV	153463
Aggmore Europe 2 S.A.	153465	KPI Investment Property 55 S.à r.l.	153464
AG Lux Solutions S.à r.l.	153460	Kuching S.A.	153464
Algeco/Scotsman Holding S.à r.l.	153460	LURA-Fonds S.A., SICAV-FIS	153458
Alles für den Bau Lux G.m.b.H.	153458	MGP Technologies, Sàrl	153464
AltaFund Invest III S.à r.l.	153458	MI.RÖ.89 International Luxembourg S.A.	153467
AltaFund Invest IV S.à r.l.	153459	Mobile Media Group S.A.	153466
Antium S.A.	153462	Morpheus S.A., SPF	153470
Avatrade Luxembourg S.à r.l.	153461	Prestige Gestion et Services S.A.	153466
Barclays Luxembourg GBP Holdings S.à r.l.	153468	Prinvest	153473
Batise Luxembourg	153463	ProLogis European Finance II S.à r.l.	153467
Bilbao (Luxembourg) S.A.	153461	Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l.	153463
Blue Sky Active Private Real estate Europe II S.à r.l.	153461	Salsa Retail Holding Debtco 2 S.à r.l.	153476
Capilan S.à r.l.	153481	SK Spice Holdings	153467
Circles Group	153503	Société de développement AGORA s.à r.l. et Cie	153466
Corgo Holding S.à r.l.	153489	Sybo S.à r.l.	153493
DORR-BOël S.à r.l.	153458	Takko Fashion S.à r.l.	153463
DORR-BOël S.à r.l.	153459	Takko Luxembourg	153476
Doulén S.A.	153460	TCL Finance Luxembourg Sàrl	153463
eFront Luxembourg	153477	Tobacco GTI SA	153459
e-Novate International	153465	Trafigura Investments S.à r.l.	153467
Erdec Finance S.A.	153460	Twin XY S.A.	153461
Financière d'Investissements, société de gestion de patrimoine familial	153459	UMEA Consulting	153465
Immo Mehlen Sàrl	153464	Umwelttechnik-Consult Rakolux GmbH	153462
Immo-Petrisberg S.A.	153464	Unican Luxembourg S.A.	153465
Innisfree ISF S.à r.l.	153481	VC TX Holding S.à r.l.	153489

DORR-BOël S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2313 Luxembourg, 14, place du Parc.

R.C.S. Luxembourg B 66.183.

Les comptes annuels au 31/12/2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150720/9.

(140172468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Alles für den Bau Lux G.m.b.H., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9990 Weiswampach, 19, Duarefstrooss.

R.C.S. Luxembourg B 103.991.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014150539/10.

(140172527) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

LURA-Fonds S.A., SICAV-FIS, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-5365 Munsbach, 18-20, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 172.379.

Ab dem 22. September 2014 ist Herr Marc-Oliver Scharwath als Mitglied des Verwaltungsrates beruflich unter folgender Adresse ansässig:

15, rue de Flaxweiler, L-6776 Grevenmacher

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Grevenmacher, den 29. September 2014.

Für die LURA-Fonds S.A., SICAV-FIS

Universal-Investment-Luxembourg S. A.

Alain Nati / Saskia Sander

Référence de publication: 2014150192/16.

(140171324) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

AltaFund Invest III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 162.492.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société le 25 septembre 2014 les décisions suivantes:

- accepter la démission de Mme Véronique Gillet en tant que gérant de la Société avec effet immédiat;
- nommer M. Antonello De Filippo, né le 11 février 1976 à Isernia, Italie, ayant pour adresse professionnelle 5, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;
- reconnaître que le conseil de gérance est dès lors constitué de:

* M. Antonello De Filippo;

* M. Yvon Lauret; et

* M. Laurian Douin.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149260/19.

(140170730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

DORR-BOËL S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2313 Luxembourg, 14, place du Parc.

R.C.S. Luxembourg B 66.183.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150721/9.

(140172469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Tobacco GTI SA, Société Anonyme.

Siège social: L-9991 Weiswampach, 24, Gruuss-Strooss.

R.C.S. Luxembourg B 103.836.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014150452/10.

(140170947) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Financière d'Investissements, société de gestion de patrimoine familial, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 4.710.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Il résulte des délibérations d'une assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 29 septembre 2014 que la clôture de la liquidation a été prononcée, que la cessation définitive de la société a été constatée et que le dépôt des livres sociaux pendant une durée de cinq ans à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été ordonné.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Pour avis sincère et conforme

Pour Financière d'Investissements, société de gestion de patrimoine familial

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014150795/16.

(140172720) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

AltaFund Invest IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2-8, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 162.491.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions prises par l'associé unique de la Société le 25 septembre 2014 les décisions suivantes:

- accepter la démission de Mme Véronique Gillet en tant que gérant de la Société avec effet immédiat;
- nommer M. Antonello De Filippo, né le 11 février 1976 à Isernia, Italie, ayant pour adresse professionnelle 5, rue Goethe, L-1637 Luxembourg, en tant que gérant de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée;
- reconnaître que le conseil de gérance est dès lors constitué de:

* M. Antonello De Filippo;

* M. Yvon Lauret; et

* M. Laurian Douin.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149261/19.

(140170729) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Doulén S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 148.272.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150722/9.

(140172355) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

AG Lux Solutions S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6917 Roodt-sur-Syre, 24, Op der Haard.
R.C.S. Luxembourg B 181.674.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014150555/10.

(140172285) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Algeco/Scotsman Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 222.103.170,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 132.028.

Suite à des changements d'adresse des certains associés de la Société, il y a lieu de noter que:

- TDR Capital II 'A' L.P. réside désormais au 20 Bentinck street, Londres W1U 2EU, Royaume-Uni.
- TDR Capital II 'B' L.P. réside désormais au 20 Bentinck street, Londres W1U 2EU, Royaume-Uni.
- TDR Capital II 'C' L.P. réside désormais au 20 Bentinck street, Londres W1U 2EU, Royaume-Uni.
- TDR Capital II Associates L.P. réside désormais au 20 Bentinck street, Londres W1U 2EU, Royaume-Uni.
- TDR Capital Co-Investment L.P. réside désormais au 20 Bentinck street, Londres W1U 2EU, Royaume-Uni.
- TDR Capital Algeco/Scotsman L.P. réside désormais au 20 Bentinck street, Londres W1U 2EU, Royaume-Uni.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014151359/17.

(140172889) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

Erdec Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1420 Luxembourg, 5, avenue Gaston Diderich.
R.C.S. Luxembourg B 92.739.

Extrait des décisions prises par l'assemblée générale extraordinaire en date du 15 juillet 2014

1. Le mandat d'administrateur de M. Quinten DREESMANN, administrateur de sociétés, né à Amsterdam (Pays-Bas), le 12 juillet 1960, demeurant à 7, The Little Botlons, SW 109 LJ Londres, Royaume-Uni, a été reconduit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en 2018.

2. Le mandat d'administrateur de M. Jean-Claude LACOMBE, administrateur de sociétés, né à Veyrier du Lac (France), le 16 mai 1942, demeurant à 47-49, avenue Edouard Vaillant, F-92100 Boulogne Billancourt, France, a été reconduit jusqu'à l'issue de l'assemblée générale statutaire qui se tiendra en 2018.

Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour ERDEC FINANCE S.A.

United International Management S.A.

Référence de publication: 2014150772/18.

(140172154) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Twin XY S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2611 Luxembourg, 51, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 136.010.

Les comptes annuels audités au 31/12/2011 de la société TWIN XY S.A., Société anonyme, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014151286/10.

(140172499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Avatrade Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 163.822.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

Avatrade Luxembourg S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2014151372/12.

(140173091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

Bilbao (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 178.436.

EXTRAIT

Le conseil d'administration de la Société, a décidé, en date du 1^{er} juillet 2014, de transférer le siège social de la Société au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg, avec effet au 15 septembre 2014.

Les adresses professionnelles des administrateurs Thomas Sonnenberg, Antonis Tzanetis et Michiel Kramer ont également changé. Lesdits administrateurs résident dorénavant professionnellement au 2C, rue Albert Borschette, L-1246 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Bilbao (Luxembourg) S.A.

Référence de publication: 2014151404/15.

(140172882) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

Blue Sky Active Private Real estate Europe II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 184.468.

En vertu de la Loi du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés, et en sa qualité de domiciliataire, la Société MAS Luxembourg, anciennement Management & Accounting Services S.à r.l. en abrégé MAS S.à r.l., dénonce, avec effet au 1^{er} juillet 2014, le siège social établi au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach de Blue Sky Active Private Real estate Europe II S.à r.l., société à responsabilité limitée immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B184468.

Blue Sky Active Private Real estate Europe II S.à r.l. n'est donc plus domiciliée au 6C, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach depuis le 1^{er} juillet 2014.

Munsbach, le 1^{er} octobre 2014.

MAS Luxembourg

Stewart KAM CHEONG

Gérant

Référence de publication: 2014151408/17.

(140173162) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

Umwelttechnik-Consult Rakolux GmbH, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4167 Esch-sur-Alzette, 9, Sentier de Kayl.

R.C.S. Luxembourg B 113.752.

Le bilan arrêté au 31.12.2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Ehnen, le 29 septembre 2014.

Référence de publication: 2014151293/10.

(140172170) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Advanced Technics Properties SPF S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 33.384.

Les comptes annuels au 31 mars 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

ADVANCED TECHNIQS PROPERTIES SPF S.A.

N. UWIMANA / A. RAES

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014151374/12.

(140173061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

Antium S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 223, Val Sainte Croix.

R.C.S. Luxembourg B 127.044.

- Constituée suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à L-LUXEMBOURG, en date du 30 mars 2007, acte publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 1161 du 14 juin 2007.

- Statuts modifiés à plusieurs reprises et en dernier lieu en date du 23 décembre 2008 suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à L-LUXEMBOURG, acte publié au Mémorial, Recueil Spécial C n° 363 du 18 février 2009.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires tenue au siège social de la société en date du 4 avril 2013 que les mandats des membres du Conseil d'Administration et du commissaire aux comptes actuellement en fonction sont renouvelés pour un an, à savoir:

- aux postes d'administrateurs:

* Monsieur Louis GUERRIER, Directeur de sociétés, né le 8 mai 1943 à F-CHAMBOB-SUR-VOUEIZE, demeurant professionnellement à L-1371 LUXEMBOURG, 223, Val Sainte Croix.

Monsieur Louis GUERRIER est nommé Président du Conseil d'Administration.

* Monsieur Patrice DEYGLUN, Gérant de société, né le 3 mars 1956 à F-GAP, demeurant professionnellement à L-1021 LUXEMBOURG, 19 avenue de la Gare.

* WAINWRIGHT SERVICES LIMITED, domiciliée à TORTOLA (B.V.I.), 3rd Floor, Geneva Place, Waterfront Drive, PO Box 3175, Road Town, société de droit des Iles Vierges Britanniques, inscrite au Registre des sociétés sous le numéro 137060, dûment représentée par Monsieur Louis Guerrier, demeurant professionnellement à L-1371 LUXEMBOURG, 223, Val Sainte Croix

- au poste de commissaire aux comptes:

* REVILUX S.A., avec siège social à L-2450 LUXEMBOURG, 17, boulevard Roosevelt, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg sous le numéro B-25.549.

Tous ces mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en 2014.

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Pour la société ANTIUM S.A.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Référence de publication: 2014151388/32.

(140173455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

**Takko Fashion S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Salsa Retail Holding DebtCo 1 S.à r.l.).**

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 157.325.

Les comptes annuels au 30 avril 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2014151249/9.
(140172568) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

TCL Finance Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 706.000,00.

Siège social: L-5884 Hesperange, 300C, route de Thionville.
R.C.S. Luxembourg B 155.098.

Les comptes annuels au 31 octobre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 24 septembre 2014.
Référence de publication: 2014151266/10.
(140172101) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

INOV, Société Anonyme.

Siège social: L-1836 Luxembourg, 23, rue Jean Jaurès.
R.C.S. Luxembourg B 170.308.

La version abrégée des comptes annuels au 31 décembre 2012 a été déposée au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Dandois & Meynial
Référence de publication: 2014152149/11.
(140173864) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Batise Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 8.205.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire tenue en date du 23 septembre 2014 que:

- Ont été réélus aux fonctions d'administrateurs:

* Madame Marie-Laure AFLALO, administrateur de sociétés, née à Fès (Maroc), le 22 octobre 1966, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, rue Aldringen, 23.

* Monsieur Patrick AFLALO, administrateur de sociétés, né à Fès (Maroc), le 09 octobre 1959, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, rue Aldringen, 23.

* Madame Joëlle MAMANE, administrateur de sociétés, née à Fès (Maroc) le 14 janvier 1951, demeurant professionnellement à L-1118 Luxembourg, rue Aldringen, 23.

Le mandat d'administrateur-délégué de Madame Joëlle MAMANE a été confirmé pour une durée indéterminée.

- A été élue au poste de Commissaire en remplacement de la société GESTMAN S.A., dont le mandat n'a pas été reconduit:

* Gestal Sàrl, immatriculée au RCS Luxembourg sous le numéro B 184722 avec siège social au 23, rue Aldringen - L-1118 Luxembourg.

- Les mandats des administrateurs et du commissaire prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020.
Luxembourg.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2014151419/24.

(140172916) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

Immo Mehlen Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-9234 Diekirch, 120, route de Gilsdorf.
R.C.S. Luxembourg B 114.291.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014152139/10.

(140173445) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Immo-Petrisberg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1143 Luxembourg, 24, rue Astrid.
R.C.S. Luxembourg B 151.180.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014152141/10.

(140173972) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

KPI Investment Property 55 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 15.000,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 124.194.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour KPI Investment Property 55 S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2014152184/11.

(140174244) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

MGP Technologies, Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Ettelbruck, 45, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 87.441.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2013 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2014152232/11.

(140173451) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Kuching S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.
R.C.S. Luxembourg B 132.689.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2014152185/12.

(140173672) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

UMEA Consulting, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2168 Luxembourg, 92, rue de Mühlenbach.
R.C.S. Luxembourg B 102.511.

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150464/10.

(140171686) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Unican Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2721 Luxembourg, 5, rue Alphonse Weicker.
R.C.S. Luxembourg B 59.401.

Rectificatif de la mention déposée le 29.09.2014 sous la référence L140170811

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014150467/10.

(140171363) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 septembre 2014.

e-Novate International, Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 70, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 95.204.

EXTRAIT

Les comptes annuels de la société du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2014151860/14.

(140173988) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 octobre 2014.

Aggmore Europe 2 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 108.973.

EXTRAIT

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 29 novembre 2013 que les mandats suivants ont été renouvelés pour une période d'un an:

- M. Matthijs BOGERS en tant qu'Administrateur;
- M. Stéphane HEPINEUZE en tant qu'Administrateur;
- Mme. Mombaya KIMBULU en tant qu'Administrateur; et
- La société European Trust Services (Luxembourg) S.à r.l. en tant que Commissaire aux comptes.

Leur mandat prendra donc fin lors de l'assemblée générale qui se tiendra en l'année 2014.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Aggmore Europe 2 S.A.

Représentée par Stéphane HEPINEUZE

Administrateur

Référence de publication: 2014150557/20.

(140172216) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Prestige Gestion et Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4030 Esch-sur-Alzette, 4, rue Zénon Bernard.

R.C.S. Luxembourg B 115.848.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014151715/10.

(140173074) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

Mobile Media Group S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 95.362.

Les comptes annuels au 31 mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014151679/10.

(140173052) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

Société de développement AGORA s.à r.l. et Cie, Société en Commandite simple.

Siège social: L-4361 Esch-sur-Alzette, 3, avenue du Rock'n Roll.

R.C.S. Luxembourg B 78.127.

Extrait du procès-verbal du conseil de gérance du 14 juin 2005 au siège de la société

Le conseil de gérance a décidé en date du 14 juin 2005 et en application de l'article 13 des statuts, d'instituer un comité de direction, un comité d'accompagnement, et de procéder aux délégations de pouvoirs décrites ci-dessous:

Pouvoirs de représentation:

- Le comité de direction composé de:

* M. Vincent Delwiche, né le 31/07/1956 à Aye (Belgique), demeurant à B-1150 Bruxelles, 8 avenue des Jockeys, portant le titre de directeur et délégué à la gestion journalière de la société.

* M. Guy Klepper, né le 15/07/1954 à Luxembourg, demeurant à L-3561 Dudelange, 23 rue de l'Indépendance, portant le titre de directeur-adjoint de la société.

* M. Robert Kocian, né le 16/01/1959 à Marange-Silvange (France), demeurant à F-57000 Marly, 45 Domaine de Largentier, responsable du marketing de la société.

* M. Thomas Rau, né le 30/01/1962 à Kellen (Allemagne), demeurant à D-53859 Niederkassel, 4 Cacilienweg, responsable de la planification de la société.

* M. Christian Schmidt, né le 12/07/1959 à Thionville (France), demeurant F-57100 Elange, demeurant Domaine du Pré Seigneurial, 1 rue du Colza, responsable financier de la société.

- Le comité d'accompagnement représenté par:

* M. Etienne Reuter, né le 20/12/1956 à Ettelbruck, demeurant à L-8035 Strassen, 12 cité Pescher en tant que Président du conseil de gérance de la société de développement Agora s.à r.l.

* M. Gilles Feider, né le 30/06/1965 à Luxembourg, demeurant à L-2627 Luxembourg, en tant que Vice-Président du conseil de gérance de la société de développement Agora s.à r.l.

Pouvoirs de signature:

Toutes les affaires courantes de la société qui engagent la société juridiquement sont soumises à la double signature:

- soit du directeur et de un des fondés de pouvoirs de la société de 0 à 1 mio €.

- soit du directeur et du Président ou en son absence du Vice-Président de la société de 1 mio € à 10 mio €

- soit du Président et du Vice-Président de la société, avec autorisation préalable du conseil de gérance, pour toutes opérations au delà de 10 mio €

Le 26 septembre 2014.

Référence de publication: 2014151769/34.

(140173437) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

ProLogis European Finance II S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1930 Luxembourg, 34-38, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 77.445.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

Référence de publication: 2014148325/10.

(140168730) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

MI.RÒ.89 International Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 84.275.

Le bilan au 31 décembre 2012 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 septembre 2014.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2014151676/12.

(140173190) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

Trafigura Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 159.166.

Les comptes annuels arrêtés au 30 septembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2014151802/13.

(140172933) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

SK Spice Holdings, Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 200.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 178.236.

Extrait des décisions prises par l'associée unique en date du 29 septembre 2014

1. Monsieur Pietro Longo a démissionné de son mandat de gérant de classe B avec effet au 29 septembre 2014.

2. Monsieur Tobias Stemmler, administrateur de sociétés, né à Neunkirchen (Allemagne), le 18 juillet 1983, demeurant professionnellement à 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, a été nommé comme gérant de classe B pour une durée indéterminée avec effet au 29 septembre 2014.

Luxembourg, le 29 septembre 2014.

Pour extrait sincère et conforme

Pour SK Spice Holdings

Intertrust (Luxembourg) S.à r.l.

Référence de publication: 2014151785/17.

(140172859) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} octobre 2014.

Barclays Luxembourg GBP Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 308.139,60.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 125.462.

—
In the year two thousand and fourteen, on the twenty-first day of the month of August;

Before Us Me Joseph ELVINGER, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), acting in replacement of his prevented colleague Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), the latter named shall remain depositary of the present deed;

THERE APPEARED:

Barclays Luxembourg Holdings SSC, a société en commandite spéciale governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9 allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 181.562,

acting by its managing partner Barclays Luxembourg Holdings S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 173.933, and having a share capital of GBP 140,010,

here represented by Mr. Christian DOSTERT, notary clerk, residing professionally in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (the "Proxy-holder"), by virtue of a proxy given under private seal, such proxy, after having been signed "ne varietur" by the Proxy-holder and the officiating notary, will remain attached to the present deed in order to be recorded with it.

Such appearing party is the sole shareholder (the "Sole Shareholder") of "Barclays Luxembourg GBP Holdings S.à r.l." (the "Company"), a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 125.462, which has been incorporated by deed of Me Paul BETTINGEN, notary residing in Niederanven (Grand Duchy of Luxembourg), dated 23 March 2007, and which articles of association (the "Articles", which term shall encompass all subsequent amendments to the articles of incorporation of the Company) are published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 965 dated 24 May 2007. The Articles of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of the said notary Carlo WERSANDT, dated 6 June 2014, not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The appearing party representing the whole share capital of the Company requires the notary to act the following resolutions taken in accordance with the provisions of Article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended, pursuant to which a sole shareholder of a société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the Company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing and of Article 13 of the Articles:

First resolution

The Sole Shareholder decides to reduce the Company's share capital by an amount of one hundred eighty-six thousand three hundred sixty-four Pounds Sterling and twenty pence (GBP 186,364.20), so as to bring the share capital from its current amount of four hundred ninety-four thousand five hundred three Pounds Sterling and eighty pence (GBP 494,503.80) down to the new amount of three hundred eight thousand one hundred thirty-nine Pounds Sterling and sixty pence (GBP 308,139.60), by the cancellation of three hundred ten thousand six hundred seven (310,607) Shares.

The Company will pay, on or about the 27 August 2014, an aggregate amount of four hundred ninety-five million one hundred ninety-two thousand seven hundred thirty-two Pounds Sterling and eighty-three pence (GBP 495,192,732.83) to the Sole Shareholder in consideration for the share capital reduction referred to above. Such amount corresponds to the estimated fair value as at the date of cancellation of the cancelled shares, and is available for distribution to the shareholders, is being made in respect of the cancelled shares only, and is comprised of the aggregate amount of the par value plus the share premium paid on each of the cancelled shares with the remainder paid pro rata from the premium on the remaining shares.

Second resolution

As a consequence of the above resolution, the Sole Shareholder decides to amend and restate article 6.2 of the Articles of the Company, which shall henceforth read as follows:

" 6.2. The issued share capital of the Company is fixed at three hundred eight thousand one hundred thirty-nine Pounds Sterling and sixty pence (GBP 308,139.60) divided into five hundred thirteen thousand five hundred sixty six (513,566) Shares, having a nominal value of sixty pence (GBP 0.60) each."

153469

Costs and expenses

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately two thousand one hundred Euros (EUR 2,100.-).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the Proxy-holder of the appearing party, acting as said before, known to the notary by name, first name, civil status and residence, the said Proxy-holder has signed with Us the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt et unième jour du mois d'août;

Pardevant Nous Maître Joseph ELVINGER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de son collègue empêché Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), lequel dernier nommé restera dépositaire du présent acte;

A COMPARU:

Barclays Luxembourg Holdings SSC, une société en commandite spéciale régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 181.562 agissant par son associé commandité (managing partner) Barclays Luxembourg Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 173.933, ayant un capital social de GBP 140.010,

ici représentée par Monsieur Christian DOSTERT, clerc de notaire, demeurant professionnellement à L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (le "Mandataire"), en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée, laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le Mandataire et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

La partie comparante est l'associé unique (l'"Associé Unique") d'une société à responsabilité limitée "Barclays Luxembourg GBP Holdings S.à r.l." (la "Société"), constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 9, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 125.462, constituée par Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven (Grand-Duché de Luxembourg), le 23 mars 2007, dont les statuts (les statuts initiaux ainsi que toutes les modifications subséquentes aux statuts initiaux étant les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 965 du 24 mai 2007. Les Statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte dudit notaire Carlo WERSANDT, le 6 juin 2014, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

La partie comparante représente l'intégralité du capital social et requière le notaire d'acter les résolutions suivantes prises en conformité avec les provisions de l'article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales datée du 10 août 1915, telle que modifiée, selon lequel un associé d'une société à responsabilité limitée peut exercer les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société et les décisions de l'associé unique sont enregistrées dans les minutes ou établies par écrit, et de l'article 13 des Statuts:

Première résolution

L'Associé Unique décide de réduire le capital social de la Société d'un montant de cent quatre-vingt-six mille trois cent soixante-quatre Livres Sterling et vingt centimes (GBP 186.364,20), afin de le réduire de son montant actuel de quatre cent quatre-vingt-quatorze mille cinq cent trois Livres Sterling et quatre-vingts centimes (GBP 494.503,80) à un nouveau montant de trois cent huit mille cent trente-neuf Livres Sterling et soixante centimes (GBP 308.139,60), par l'annulation de trois cent dix mille six cent sept (310.607) Parts Sociales.

La Société payera, le 27 août 2014 ou à une date avoisinante, un montant total de quatre cent quatre-vingt-quinze millions cent quatre-vingt-douze mille sept cent trente-deux Livres Sterlings et quatre-vingt-trois centimes (GBP 495.192.732,83) à l'Associé Unique en considération de la réduction de capital dont il est fait référence plus haut. Ce montant correspond à la valeur équitable estimée à la date de l'annulation des parts sociales annulées et est disponible pour distribution aux associés, et est fait sur les parts sociales annulées uniquement, et est comprise du montant total de valeur nominale et de la prime d'émission payée pour chacune des parts sociales annulées ainsi que le pro-rata de la prime d'émission payée sur les parts sociales restantes.

153470

Deuxième résolution

En conséquence de la résolution qui précède, l'Associé Unique décide de modifier l'article 6.2 des Statuts, lequel aura dorénavant la teneur qui suit:

“ **6.2.** Le capital social émis de la Société est fixé à trois cent huit mille cent trente-neuf Livres Sterling et soixante centimes (GBP 308.139,60), divisé en cinq cent treize mille cinq cent soixante-six (513,566) Parts Sociales, ayant une valeur nominale de soixante pence Sterling (GBP 0,60) chacune.”

Coûts et dépenses

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève approximativement à deux mille cent euros (EUR 2.100,-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle la langue anglaise, déclare que sur la demande de la partie comparante, le présent acte de société est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; à la demande de la même partie comparante il est spécifié qu'en cas de divergences entre la version anglaise et la version française, le texte anglais prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date en en-tête des présentes.

Après lecture du présent acte au Mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit Mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: C. DOSTERT, J. ELVINGER.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 29 août 2014. LAC/2014/40229. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Releveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Référence de publication: 2014148599/133.

(140170069) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Morpheus S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-7241 Bèrelange, 204, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 190.394.

— STATUTEN

Im Jahre zweitausendvierzehn,

Am sechsundzwanzigsten August,

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo GOEDERT, mit dem Amtswohnsitz zu Düdelingen.

Ist erschienen:

Herr Robert VETTERMANN, geboren am 27. Januar 1987 in Chemnitz (Deutschland), wohnhaft in D-09116 Chemnitz, Achatstrasse 28,

Welcher Komparent, den unterzeichneten Notar ersucht die Satzung einer von ihm zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:

Titel I - Name, Sitz, Zweck, Dauer

Art. 1. Es besteht eine luxemburgische Aktiengesellschaft unter der Bezeichnung „MORPHEUS S.A., SPF“.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Bèrelange.

Er darf durch Verwaltungsratsbeschluss an jeden anderen Ort innerhalb der Gemeinde Walferdange verlegt werden.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer oder wirtschaftlicher Natur eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse ins Ausland verlegt werden. Dieser Beschluss soll jedoch die luxemburgische Staatsangehörigkeit nicht beeinflussen. Die Sitzverlegung soll Drittpersonen durch das Organ der Gesellschaft mitgeteilt werden, welches unter den gegebenen Umständen hierzu am besten befähigt ist.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Ausschließlicher Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb, der Besitz, die Verwaltung und die Veräußerung von Finanzanlagen, wie in Artikel 2 des SPF-Gesetzes beschrieben, unter Ausschluss jeglicher wirtschaftlicher Aktivität.

Als Finanzanlagen im Sinne des SPF-Gesetzes gelten

- (i) Finanzzins im Sinne des Gesetzes vom 5. August 2005 über Finanzsicherheiten, und
- (ii) Gelder und beliebige, auf einem Konto verbuchte Guthaben.

Die Gesellschaft darf Beteiligungen an anderen Gesellschaften nur dann halten, wenn sie keinen Einfluss auf die Verwaltung dieser Gesellschaften nimmt.

Im Rahmen ihrer Tätigkeit kann die Gesellschaft in Hypothekeneintragungen einwilligen, Darlehen aufnehmen, mit oder ohne Garantie, und für andere Personen oder Gesellschaften Bürgschaften leisten, unter Vorbehalt der diesbezüglichen gesetzlichen Bestimmungen.

Titel II - Kapital, Aktien

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000.- EUR), eingeteilt in dreihundertzehn (310) Aktien mit einem Nennwert von jeweils hundert Euro (100.- EUR).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre, mit Ausnahme der Aktien, für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Die Gesellschaft darf im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen ihre eigenen Aktien erwerben.

Das Gesellschaftskapital darf den gesetzlichen Bedingungen entsprechend erhöht oder reduziert werden.

Sofern und solange ein Gesellschafter alleiniger Inhaber aller Aktien ist, gilt die Gesellschaft als Einmannaktiengesellschaft im Sinne des Gesetzes vom 25. August 2006 über die europäische Gesellschaft (SE), die Aktiengesellschaft mit Vorstand und Aufsichtsrat („société anonyme à directoire et conseil de surveillance“) und die Einmannaktiengesellschaft („société anonyme unipersonnelle“). Zählt die Gesellschaft nur eine Person, so wird diese als Alleingesellschafter bezeichnet. Die Gesellschaft kann einen Alleingesellschafter bei ihrer Gründung oder als Folge der Vereinigung sämtlicher Aktien in einer Hand haben. Das Ableben oder die Auflösung des Alleingesellschafters bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

Titel III - Verwaltung

Art. 6. Die Gesellschaft wird verwaltet von einem Verwaltungsrat bestehend aus mindestens drei Mitgliedern, Gesellschafter oder nicht, welche für eine Höchstdauer von sechs Jahren von der Generalversammlung der Aktionäre ernannt werden und von ihr wieder abberufen werden können.

Besteht die Gesellschaft jedoch nur aus einem Alleingesellschafter oder wird anlässlich einer Generalversammlung der Aktionäre festgestellt, dass sie nur noch einen Alleingesellschafter zählt, kann die Zusammensetzung des Verwaltungsrats auf ein Mitglied beschränkt werden, welches als Alleinverwalter („administrateur unique“) bezeichnet wird, dies bis zur nächsten auf die Feststellung der Existenz von mehr als einem Gesellschafter folgenden ordentlichen Generalversammlung.

Sie bestimmt die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder, ihre Amtszeit und ihre Vergütung.

Art. 7. Der Verwaltungsrat ernennt unter seinen Mitgliedern einen Vorsitzenden; in dessen Abwesenheit kann der Vorsitz einer Verwaltungsratssitzung einem Verwaltungsratsmitglied übertragen werden. Auf Antrag des Vorsitzenden kommt der Verwaltungsrat so oft zusammen, wie es das Interesse der Gesellschaft erfordert. Er muss zusammenkommen, wenn zwei Verwaltungsratsmitglieder dies verlangen.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist; die Vertretung durch ein entsprechend bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied, die schriftlich, telegraphisch oder per elektronische Post erfolgen kann, ist gestattet.

In Dringlichkeitsfällen kann die Abstimmung auch durch einfachen Brief, Telegramm, Telekopie oder elektronische Post erfolgen.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmengleichheit entscheidet die Stimme des Vorsitzenden.

Falls sich der Verwaltungsrat auf einen Alleinverwalter beschränkt, ist dieser Artikel nicht anwendbar.

Art. 8. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Verwaltungs- und Veräußerungshandlungen im Rahmen des Gesellschaftszweckes vorzunehmen. Alles was nicht ausdrücklich durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Generalversammlung der Aktionäre vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, unter den gesetzlichen Bedingungen Vorschüsse auf Dividenden auszuzahlen.

Art. 9. Die Gesellschaft wird rechtsverbindlich vertreten durch die gemeinsame Unterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch die Einzelunterschrift des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes.

Falls die Gesellschaft einen Alleinverwalter hat, wird sie durch dessen Einzelunterschrift verpflichtet.

Art. 10. Der Verwaltungsrat darf seine Befugnisse zur Führung der täglichen Geschäftsführung einem oder mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, welche delegierte Verwaltungsratsmitglieder genannt werden, übertragen.

Er darf ebenfalls die Führung der Gesellschaft oder einer Einzelabteilung einem oder mehreren Direktoren übertragen und Spezialvollmachten für bestimmte Angelegenheiten einem oder mehreren Bevollmächtigten erteilen; dieselben brauchen nicht Aktionäre zu sein.

Art. 11. Streitfälle, an denen die Gesellschaft als Kläger oder Beklagter beteiligt ist, werden im Namen der Gesellschaft vom Verwaltungsrat abgewickelt, welcher durch seinen Vorsitzenden oder durch das speziell für diesen Zweck bestimmte Verwaltungsratsmitglied vertreten wird.

Titel IV - Aufsicht

Art. 12. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche die Generalversammlung der Aktionäre ernannt. Die Generalversammlung bestimmt außerdem ihre Zahl und ihre Vergütung sowie ihre Amtszeit, welche sechs Jahre nicht überschreiten darf.

Titel V - Generalversammlung

Art. 13. Die jährliche Generalversammlung findet rechtens statt am ersten Freitag des Monats Juni um 14.00 Uhr, am Gesellschaftssitz oder an einem anderen, in der Einberufung angegebenen Ort.

Sofern dieser Tag ein Feiertag ist, findet die Generalversammlung am ersten darauf folgenden Werktag statt.

Sofern die Gesellschaft einen Alleingesellschafter zählt, übt dieser die der Generalversammlung der Aktionäre zufallenden Befugnisse aus.

Titel VI - Geschäftsjahr, Gewinnverteilung

Art. 14. Das Geschäftsjahr läuft jeweils vom 1. Januar bis zum 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 15. Der positive Saldo der Gewinn- und Verlustrechnung nach Abzug der allgemeinen Unkosten und der Abschreibungen bildet den Reingewinn der Gesellschaft. Jedes Jahr werden fünf Prozent des Reingewinns vorweggenommen und der gesetzlichen Rücklage zugeführt. Diese Vorwegnahmen und Zuführungen sind nicht mehr zwingend vorgeschrieben, wenn die Rücklage zehn Prozent des Kapitals erreicht hat, müssen jedoch wieder einsetzen bis zu seiner vollständigen Wiederherstellung, wenn der Rücklagefonds zu einem gegebenen Zeitpunkt aus welchem Grund auch immer in Anspruch genommen worden ist.

Der Saldo steht zur freien Verfügung der Generalversammlung.

Titel VII - Auflösung, Liquidation

Art. 16. Die Gesellschaft kann durch einen Generalversammlungsbeschluss der Aktionäre aufgelöst werden. Ein oder mehrere Liquidatoren, natürliche oder juristische Personen, ernannt von der Generalversammlung der Aktionäre, welche ihre Befugnisse und Vergütungen bestimmt, führen die Liquidation durch.

Titel VIII - Allgemeine Bestimmungen

Art. 17. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften, einschließlich der Änderungsgesetze, finden ihre Anwendung überall wo gegenwärtige Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung und endet am 31. Dezember 2014.
- 2) Die erste jährliche Hauptversammlung findet in 2015 statt.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklärt der Komparent die Aktien wie folgt zu zeichnen:

die dreihundertzehn Aktien sind durch den alleinigen Gesellschafter Herr Robert VETTERMANN, vorgenannt, gezeichnet.

Sämtliche Aktien wurden in Höhe von 25,16% des Nennwertes einer jeden Aktie eingezahlt; demgemäß verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über einen Betrag von siebentausendachthundert Euro (EUR 7.800,-), wie dies dem Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26-1 und Artikel 263 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Schätzung der Gründungskosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr eintausenddreihundert (1.300.-) Euro.

Ausserordentliche Hauptversammlung

Sodann erklärt der alleinige Gesellschafter, handelnd an Stelle einer außerordentlichen Hauptversammlung, folgende Beschlüsse zu nehmen:

- 1) Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf eins, die der Kommissare auf eins festgesetzt.
- 2) Zum Alleinverwalter wird ernannt:
- Herr Marko ZEUN, geboren am 29. Oktober 1973 in Zschopau (Deutschland), wohnhaft in D-09577 Niederwiesa, Friedrichstrasse 25,
- 3) Zum Kommissar wird ernannt:
- Herr Robert VETTERMANN, geboren am 27. Januar 1987 in Chemnitz (Deutschland), wohnhaft in D-09116 Chemnitz, Achatstrasse 28.
- 4) Die Mandate des Alleinverwalters und des Kommissars enden sofort nach der jährlichen Hauptversammlung von 2020.
- 5) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-7241 Bèrelange, 204, route de Luxembourg.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen wurde in Düdelingen, Datum wie eingangs erwähnt,

Und nach Vorlesung an den dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannten Kompargenten, hat derselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: R. VETTERMANN, C. GOEDERT.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 28 août 2014. Relation: EAC/2014/11516. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): A. SANTIONI.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 3 septembre 2014.

C. GOEDERT.

Référence de publication: 2014148289/154.

(140169250) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 septembre 2014.

Prinvest, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 190.446.

STATUTS

L'an deux mille quatorze, le neuf septembre.

Par-devant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

ONT COMPARU:

1. Monsieur Michel HORGNIES, administrateur de société, né le 18 mai 1953 à Waulsort (Belgique), demeurant au 176, Val Sainte-Croix, L-1370 Luxembourg,

ici représenté par Monsieur Luc HANSEN, licencié en administration des affaires, demeurant professionnellement à Luxembourg,

spécialement mandaté à cet effet par procuration donnée sous seing privé en date du 2 septembre 2014,

2. Monsieur Jean-Pierre HUBOT, administrateur de société, né le 26 décembre 1956 à Tournai (Belgique), demeurant au 15, Avenue des Archiducs, L-1135 Luxembourg,

ici représenté par Monsieur Luc HANSEN, prénommé,

spécialement mandaté à cet effet par procuration donnée sous seing privé en date du 2 septembre 2014.

Les prédites procurations, paraphées "ne varietur" par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes avec lesquelles elles seront soumises à la formalité de l'enregistrement.

Lesquels comparants, représentés comme dit ci-avant, ont prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société prend la dénomination de PRIVINVEST.

Art. 2. Le siège de la société est établi à Luxembourg-Ville.

Il peut être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg en vertu d'une décision des associés.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. La société a pour objet toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, au développement, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets.

Elle pourra emprunter sous quelque forme que ce soit. Elle pourra, dans les limites fixées par la loi du 10 août 1915, accorder à toute société du groupe ou à tout actionnaire tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui le favorisent.

Art. 5. Le capital social est fixé à EUR 4.100.000 (quatre millions cent mille euros) représenté par 410.000 (quatre cent dix mille) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 10 (dix euros) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des non-associés que dans les termes prévus par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les héritiers, créanciers ou autres ayants droit ne pourront, pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société.

Art. 11. La société est administrée par au moins deux gérants, associés ou non, nommés par l'assemblée générale des associés.

Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux gérants ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs. La signature d'un seul gérant sera toutefois suffisante pour représenter valablement la société dans ses rapports avec les administrations publiques.

Art. 12. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle. Simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 13. Chaque associé peut participer aux décisions collectives. Il a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 14. Les décisions collectives ne sont valablement prises que conformément aux dispositions prévues par la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 15. L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Art. 16. Chaque année, le 31 décembre la gérance établit les comptes annuels.

Art. 17. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 18. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Art. 19. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 20. Lorsque, et aussi longtemps qu'un associé réunit toutes les parts sociales entre ses seules mains, la société est une société unipersonnelle au sens de l'article 179 (2) de la loi sur les sociétés commerciales; dans cette éventualité, les articles 200-1 et 200-2, entre autres, de la même loi sont d'application.

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la société et se termine le 31 décembre 2014.

153475

Souscription

Les 410.000 (quatre cent dix mille) parts sociales ont été souscrites comme suit par:

Souscripteurs	Nombre de parts sociales	Montant souscrit et libéré en EUR
1. Monsieur Michel HORGNIES, prénommé,	205.000	2.050.000
2. Monsieur Jean-Pierre HUBOT, prénommé,	205.000	2.050.000
TOTAUX	410.000	4.100.000

Libération

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées moyennant un apport en nature consistant en 2.500 (deux mille cinq cents) actions sans désignation de valeur nominale de la société de droit luxembourgeois dénommée PRIVALUX MANAGEMENT S.A., une société anonyme ayant son siège social au 43, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 27282, soit 100% des actions représentatives de son capital social, cet apport étant évalué à un montant total d'au moins EUR 4.135.330 (quatre millions cent trente-cinq mille trois cent trente euros).

Le montant de l'apport étant supérieur au montant du capital social, il sera procédé à l'inscription dans les livres de la société:

- d'un montant de EUR 17.665 (dix-sept mille six cent soixante-cinq euros) au crédit d'un compte courant ouvert à cet effet au nom de Monsieur Michel HORGNIES, à titre de soulte,
- d'un montant de EUR 17.665 (dix-sept mille six cent soixante-cinq euros) au crédit d'un compte courant ouvert à cet effet au nom de Monsieur Jean-Pierre HUBOT, à titre de soulte.

Preuve de l'existence de l'apport en nature

Preuve de la propriété et de la valeur des 2.500 (deux mille cinq cents) actions PRIVALUX MANAGEMENT S.A. a été donnée au notaire instrumentant par une déclaration émise par les administrateurs de la société PRIVALUX MANAGEMENT S.A., celle-ci attestant le nombre actuel d'actions, leur appartenance et leur valeur réelle conformément aux tendances actuelles du marché, ainsi qu'une copie de son registre actionnaires.

Cette déclaration, signée ne varietur par le mandataire des comparants et le notaire instrumentant, restera annexée aux présentes avec lesquelles elle sera soumise à la formalité de l'enregistrement.

Réalisation effective de l'apport

Sont ensuite intervenus Monsieur Michel HORGNIES et Monsieur Jean-Pierre HUBOT, prénommés et représentés comme stipulé ci-dessus, qui ont déclaré:

1. être les propriétaires de 2.500 (deux mille cinq cents) actions représentatives de 100% du capital social s'élevant à EUR 625.000 (six cent vingt-cinq mille euros) de la société PRIVALUX MANAGEMENT S.A., société anonyme ayant son siège social au 43, Boulevard Prince Henri, L-1724 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 27282, ci-après appelées les «Actions»;

2. que les Actions sont évaluées à au moins EUR 4.135.330 (quatre millions cent trente-cinq mille trois cent trente euros) et sont apportées à titre de libération intégrale des 410.000 (quatre cent dix mille) parts sociales représentatives de 100% du capital social de la société PRIVINVEST;

3. que conformément à l'article 6 des statuts de la société PRIVALUX MANAGEMENT S.A., le présent apport a fait l'objet d'un agrément préalable des actionnaires;

4. que les Actions apportées ne sont grevées d'aucun gage ni d'aucun autre droit quelconque, qu'elles ne font l'objet d'aucune saisie ou opposition, que le transfert de ces Actions n'est contraire à aucune disposition des statuts de la société PRIVALUX MANAGEMENT S.A. de sorte que rien ne peut faire obstacle à l'apport et à la transcription de ces Actions en faveur de PRIVINVEST;

5. que ces Actions sont apportées à la société PRIVINVEST tel et dans l'état où elles se trouvent à l'heure actuelle, qu'ils déclarent parfaitement connaître;

6. qu'ils déchargent les gérants de la société PRIVINVEST ainsi que le notaire instrumentant de toutes investigations relatives à la valeur du prêt apport en nature et des passifs existants, dont ils déclarent connaître les conditions, et vouloir faire leur affaire personnelle de toutes les conséquences relatives à cet apport et d'une éventuelle moins-value de cet apport ou d'un éventuel accroissement du passif reconnu;

7. que dès réception d'une copie certifiée «conforme» ou d'une expédition de l'acte notarié attestant que la constitution de la société PRIVINVEST a été documentée et que l'apport des Actions de la société PRIVALUX MANAGEMENT S.A. a été réalisé, toutes les formalités seront réalisées aux fins d'effectuer le transfert de propriété des dites Actions en faveur de PRIVINVEST et de le rendre effectif partout et vis-à-vis de toutes tierces parties.

153476

Constatation

Le notaire instrumentaire a constaté que les conditions prévues par l'article 183 de la loi sur les sociétés commerciales se trouvent remplies.

Frais

Les parties ont évalué les frais incombant à la société du chef de sa constitution à environ trois mille cent euros (EUR 3.100,-).

Assemblée générale extraordinaire

Et à l'instant, les comparants, ès-qualités qu'ils agissent, représentant l'intégralité du capital social, se sont constitués en assemblée générale extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués et ont pris, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

Sont appelés aux fonctions de gérants de la société pour une durée indéterminée et avec les pouvoirs définis à l'article 11 des statuts:

1. Monsieur Michel HORGNIÉS, administrateur de société, né le 18 mai 1953 à Waulsort (Belgique), demeurant au 176, Val Sainte-Croix, L-1370 Luxembourg,
2. Monsieur Jean-Pierre HUBOT, administrateur de société, né le 26 décembre 1956 à Tournai (Belgique), demeurant au 15, Avenue des Archiducs, L-1135 Luxembourg,
3. Madame Martine BLUM, épouse GASPARD, administrateur de société, née le 5 mai 1965 à Saint-Avold (France), demeurant au 4, rue Théodore Speyer, L-2545 Howald.

Les gérants pourront nommer des agents, fixer leurs pouvoirs et attributions et les révoquer.

Deuxième résolution

Le siège social de la société est fixé au 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire des comparants, ès-qualités qu'il agit, connu du notaire par ses nom, prénom, état et demeure, il a signé avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: L. HANSEN, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C., le 11 septembre 2014. LAC/2014/42225. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Irène THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 16 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149074/166.

(140169964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Takko Luxembourg, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 162.665.

Les comptes annuels au 30 avril 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014151250/9.

(140172571) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

Salsa Retail Holding Debtco 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 157.333.

Les comptes annuels au 30 avril 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014151199/9.

(140172573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 septembre 2014.

eFront Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-1330 Luxembourg, 26, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R.C.S. Luxembourg B 170.894.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third day of April,
Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of eFront Luxembourg, a société anonyme (public company limited by shares), having its registered office at 26 boulevard de la Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 78,530,964 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (Trade and Companies Register) under number B 170.894 (the "Company").

There appeared,

1. Mr Olivier Dellenbach, born on February 17th, 1961 in Strasbourg, France, residing at 5 impasse des Prêtres, 75116 Paris, France;
 2. Mr Matthieu Plessis, born on June 13th, 1968 in Nantes, France, residing at 24 bd Voltaire 75011 Paris, France;
 3. Mr Tarek Chouman, born on October 19th 1971 in Baalbeck, Lebanon, residing at Street 12A, Jumeira 2, Dubai;
 4. Mr Thomas Nokin, born on March 18th, 1968 in Etterbeek, Belgium, residing at 17 rue de Kronstadt, 92380 Garches, France;
 5. Mr Mark Dellasanta, born on January 11, 1959 in Arlington, residing at 81, West Princeton Road, Westminister, MA 01473- United States of America;
 6. Mr Harpreet Lakhan, born on October 1, 1978 in Ilford, residing at 6 Meadow Way, Chigwell, Essex IG7 6LP, United Kingdom;
 7. Mr Donald Winger, born on January 11, 1959 in El Paso (TX), residing at, 111, N 18th Street - Purcellville, VA 20132- United States of America
 8. Gamla Livförsäkringsaktiebolaget SEB Trygg Liv (publ) a swedish limited liability company, having its registered offices at SE-106 40, Stockholm, Sweden, registered with Malmö Municipality under number 516401-6536;
 9. FP-EFR S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), duly constituted and validly existing under the laws of Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 412F, Route d'Esch, L-2086, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 675,572 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (Trade and Companies Register) under number B 163.145; and
 10. FP-EFR Parallel S.à r.l., a société à responsabilité limitée (private limited liability company), duly constituted and validly existing under the laws of Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 412F, Route d'Esch, L-2086, Grand-Duchy of Luxembourg, with a share capital of EUR 13,868 and registered with the Registre de Commerce et des Sociétés, Luxembourg (Trade and Companies Register) under number B 165.341;
- (the "Shareholders");
- all here represented by Mr Max MAYER, employee, residing professionally in Junglinster, 3, route de Luxembourg, by virtue of ten (10) powers of attorney.

The said powers of attorney, signed ne varietur, shall remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

The 78,530,964 (seventy-eight million five hundred and thirty thousand nine hundred and sixty-four) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each, representing the whole share capital of the Company are represented so that the meeting can validly decide on all the items of the agenda of which the Shareholders have been duly informed.

The Shareholders through its proxy holder requests the notary to act that the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Approval of the report of the board of directors established according to the provisions of article 32-3 (5) of the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended, authorizing the board of directors to limit or suppress the preferential subscription right of the existing shareholders;
2. Restatement of article 6 and 7 of the articles of association of the Company;
3. Appointment of a new director of the Company; and
4. Miscellaneous.

After the foregoing was approved by the Shareholders, the following resolutions have been taken:

First resolution

Being fully acquainted with the special report of the board of directors dated April 18, 2014, it is resolved to approve such report and to authorize the board of directors to limit or suppress the existing shareholders' preferential right to

subscribe to the shares to be issued by way of the authorized capital. Such authorization is granted to the board of directors for a period of five years as of the date of the present minutes.

Second resolution

It is resolved to amend the provisions of the articles of association of the Company regarding the authorized capital and as a consequence to restate article 6 and 7 to be read as follows:

“ Art. 6. Capital.

6.1 The Company's share capital is set at EUR 78,530,964 (seventy-eight million five hundred and thirty thousand nine hundred and sixty-four Euros) divided into 78,530,964 (seventy-eight million five hundred and thirty thousand nine hundred and sixty-four) ordinary shares with a nominal value of EUR 1 each, fully paid-up (the "Ordinary Shares").

6.2 The Company may also issue preferred shares (the "Preferred Shares" and together with the Ordinary Shares, the "Shares").

6.3 The share capital may be increased or reduced from time to time by means of a resolution approved by the shareholders with the same majority as is required for an amendment of the Articles.

6.4 Subject to the law of August 10, 1915, as amended, on commercial companies (the "Law"), each shareholder shall have a preferential right of subscription in the event of the issue of Shares in return for contributions in cash. Such preferential right of subscription shall be proportional to the fraction of the capital represented by the Shares held by each shareholder.

Each shareholder having voted in favour of eliminating his/her/its preferential subscription right or having individually waived its exercise for a specific issuance of Shares at the relevant extraordinary shareholders meeting shall be deemed to have waived his/her/its preferential subscription right.

If any shareholder chooses not to subscribe to all of the Shares offered to him/her, the other shareholders will be entitled to subscribe to all or some of such unsubscribed Shares, on a prorata basis among them.

6.5 All the Shares are in registered form. A register of the registered Shares shall be maintained by the Company and shall specify the name and address of each shareholder, the number of Shares held by that shareholder, and the payments made on the Shares, as well as details and dates of transfers."

“ Art. 7. Authorized Capital. The Company's authorized capital is set at EUR12 000 000 (Twelve millions Euro). The board of directors is authorized for a period of five years as of the date of publication of this authorization, to increase, from time to time and in one or several successive tranches, the share capital by way of issuance of any kind of shares whether Ordinary Shares or Preferred Shares and to amend the Articles to reflect such increase in accordance with article 32 of the Law.

It is understood that such amount of authorized capital cannot be construed as a maximum of the share capital of the Company but rather as an amount made available to the board of directors and whereby they are authorized to increase the share capital of the Company at their own discretion notwithstanding the amount where the share capital of the Company is set at the time of the decision made by the board of directors.

Such authorization may be renewed by means of a resolution of the extraordinary general meeting of the shareholders taken in the manner provided for amendments of the Articles.

The right granted to the board of directors in the preceding paragraphs, does not deprive the sole shareholder, or as the case may be the general meeting of the shareholders from the right to increase the share capital of the Company. However, the authorized capital is not reduced by the amounts by which the sole shareholder, or as the case may be, the general meeting of the shareholders, has increased the share capital of the Company.

The board of directors shall have the broadest powers to determine the conditions and modalities of issuance, subscription and payment of the new Shares, and to determine whether the Shares to be issued will be Ordinary Shares, Preference Shares which could be issued in particular, with or without share premium, and paid up by contribution in kind or cash, or in any other way to be determined by the board of directors.

The board of directors is specifically authorized to proceed to such issues without reserving for the existing shareholders a preferential right to subscribe to the Shares to be issued.

Within the limits of the authorized capital, the board of directors is authorized to determine the conditions of any capital increase and notably by way of the issuance of options and/or warrants."

Third resolution

It is resolved to appoint Mr. Bret BOLIN, born on March 16, 1968, in Manchester, CT United States of America, with address at 247 S Dahlia Denver, CO 80246 United States of America, as a new type B director of the Company with immediate effect for one year renewable without limit, by a resolution approved by a shareholder or shareholders holding more than fifty percent of the share capital of the Company.

Costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with this deed, have been estimated at about EUR 1,050.-

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons through their attorney, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Junglinster, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney of the person appearing, he signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le vingt-troisième jour du mois d'avril,

Par devant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, soussigné.

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de eFront Luxembourg, une société anonyme dûment constituée et existant valablement selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 26 boulevard de la Grande-Duchesse Charlotte, L-1330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg avec un capital social d'un montant de 78.530.964 EUR et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 170.894 (la «Société»).

Ont comparu,

1. M Olivier Dellenbach, né le 17 février 1961 à Strasbourg, France, résidant au 5 impasse des Prêtres, 75116 Paris, France;

2. M Matthieu Plessis, né le 13 juin 1968 à Nantes, France, résidant au 24 boulevard Voltaire, 75011 Paris, France;

3. M Tarek Chouman, né le 19 octobre 1971 à Baalbeck, Lebanon, résidant au 12A Street, Jumeira 2, Dubai;

4. M Thomas Nokin, né le 18 mars 1968 à Etterbeek, Belgique, résidant au 17 rue de Kronstadt, 92380 Garches, France;

5. Mr Mark Dellasanta, né le 21 novembre 1969 à Arlington, resident au 81, West Princeton Road, Westminster, MA 01473- Etats-Unis d'Amérique;

6. Mr Harpreet Lakhan, né le 1^{er} octobre 1978 à Ilford, résidant au 6 Meadow Way, Chigwell, Essex IG7 L6P, Royaume-Uni;

7. Mr Donald Winger, né le 11 janvier 1959 à El Paso (Texas), résidant au 111, N 18th Street - Purcellville, VA 20132- Etats-Unis d'Amérique

8. Gamla Livförsäkringsaktiebolaget SEB Trygg Liv (publ), une société suédoise, ayant son siège social au SE-106 40, Stockholm, Suède et immatriculée au Malmö Municipality sous le numéro 516401-6536;

9. FP-EFR S.à r.l., une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 412F, Route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de 675.572 EUR et immatriculée au Registre du Commerce et de Société de Luxembourg sous le numéro B 163.145; et

10. FP-EFR Parallel S.à r.l., une société à responsabilité limitée dûment constituée et existant valablement selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 412F, Route d'Esch, L-2086 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, avec un capital social de 13.868 EUR et immatriculée au Registre du Commerce et de Société de Luxembourg sous le numéro B 165.341;

(les «Actionnaires»)

ici représentés par Monsieur Max MAYER, employé, ayant son adresse professionnelle à Junglinster, 3, route de Luxembourg, en vertu de dix (10) procurations sous seing privé lui délivrées.

Lesdites procurations, après avoir été signées ne varietur, resteront annexées au présent acte pour être enregistrée avec ce dernier.

Les Actionnaires prient le notaire d'acter que les 78.530.964 (soixante-dix-huit millions cinq cent trente mille neuf cent soixante-quatre) actions existantes, représentant la totalité du capital social de la Société sont représentées de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour, dont les Actionnaires ont été préalablement informé.

Les Actionnaires représentés par leurs mandataires prient le notaire d'acter que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

1. Approbation du rapport du Conseil d'Administration prévu par l'article 32-3(5) de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée, autorisant le conseil d'administration de limiter ou supprimer le droit de souscription préférentiel des actionnaires lors d'augmentations de capital dans le cadre du capital autorisé;

2. Modification des articles 6 et 7 des statuts de la Société;

3. Nomination d'un nouvel administrateur de la Société; et

4. Divers

Après que l'ordre du jour eut été approuvé par les Actionnaires, les résolutions suivantes ont été prises à l'unanimité des voix:

Première résolution

Ayant pris connaissance du rapport spécial du conseil d'administration, du 18 Avril 2014, il est décidé, conformément à l'article 32-3 (5) de la Loi d'autoriser le conseil d'administration à limiter ou supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires existant lors d'une augmentation de capital par voie de capital autorisé. Cette autorisation est donnée pour une durée de cinq ans à compter de la date des présentes minutes.

Deuxième résolution

Il est décidé de modifier les dispositions statutaires relatives au capital autorisé et en conséquence de procéder à la refonte des articles 6 et 7 des statuts de la Société comme suit:

« Art. 6. Capital.

6.1 Le capital social de la Société est fixé à 78.530.964 EUR (soixante-dix-huit millions cinq cent trente mille neuf cent soixante-quatre euros) divisé en 78.530.964 (soixante-dix-huit millions cinq cent trente mille neuf cent soixante-quatre) ordinaires d'une valeur nominale d'1 EUR chacune et sont chacune entièrement libérées (les "Actions Ordinaires").

6.2 La Société peut également émettre des actions préférentielles (les «Actions Préférentielles» et avec les Actions Ordinaires, les «Actions»).

6.3 Le capital social peut être augmenté ou réduit de temps à autre par une résolution approuvée par les actionnaires à la même majorité que celle requise pour une modification des Statuts.

6.4 En vertu de la loi du 10 août 1915, telle que modifiée, sur les sociétés commerciales (la «Loi»), chaque actionnaire a un droit préférentiel de souscription en cas d'émission de nouvelles Actions en contrepartie d'un apport en numéraire. Un tel droit préférentiel de souscription doit être proportionnel à la part de capital social représenté par les Actions détenues par les actionnaires.

Chaque actionnaire ayant voté en faveur de la suppression de son droit préférentiel de souscription ou ayant individuellement renoncé à son exercice lors d'une émission spécifique d'Actions à une assemblée générale extraordinaire des actionnaires sera considéré comme ayant renoncé à son droit préférentiel de souscription.

Si l'un des actionnaires choisit de ne pas souscrire à toutes les Actions offertes à lui, les autres actionnaires sont autorisés à souscrire à tout ou partie des Actions non souscrites, proportionnellement aux Actions qu'ils détiennent.

6.5 Toutes les Actions sont nominatives. Un registre des actionnaires doit être tenu par la Société à son siège social. Le registre des actionnaires doit préciser le nom et l'adresse de chaque actionnaire, le nombre d'Actions que l'actionnaire détient, le montant libéré par Action ainsi que la date et les informations relatives à tout transfert.»

« Art. 7. Capital autorisé. Le capital autorisé de la Société est fixé à 12 000 000 EUR (Douze millions d'euros). Le conseil d'administration est autorisé pour une durée de cinq ans à compter de la date de publication de la présente autorisation, à augmenter le capital social en une plusieurs fois, dans les limites du montant du capital autorisé par l'émission d'Actions Ordinaires ou d'Actions Préférentielles et à modifier les Statuts en conséquence, conformément à l'article 32 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»).

Il est entendu qu'un tel montant de capital autorisé ne saurait être interprété comme constituant un plafond maximal au capital social de la Société mais un montant mis à la disposition du conseil d'administration de la Société et à concurrence duquel le conseil d'administration est autorisé à augmenter discrétionnairement le capital social de la Société, nonobstant le montant du capital social de la Société au moment de ladite augmentation de capital décidé par le conseil d'administration.

Une telle autorisation peut être renouvelée par résolution de l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires délibérant comme en matière de modification des Statuts.

Le droit conféré au conseil d'administration dans le paragraphe précédent, ne prive pas l'actionnaire, ou selon le cas, l'assemblée générale des actionnaires du droit d'augmenter le capital social de la Société. Néanmoins, le montant du capital autorisé ne se trouve pas amputé des montants dont l'actionnaire unique ou, selon le cas l'assemblée générale des actionnaires, augmente le capital social de la Société.

Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour déterminer les conditions et modalités d'émission, de souscription et de libération des nouvelles Actions, et si les Actions émises sont des Actions Ordinaires ou des Actions Préférentielles émises avec ou sans prime d'émission, et libérées par apport en nature ou en numéraire, ou de toute autre manière déterminée par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration est spécialement autorisé à procéder à de telles émissions sans réserver un droit préférentiel de souscription sur les Actions à émettre aux actionnaires existant.

Dans les limites du capital autorisé, le conseil d'administration est autorisé à déterminer les conditions de toute augmentation de capital notamment par l'émission d'options et/ou de warrants.»

Troisième résolution

Il est décidé de nommer M. Bret BOLIN, né le 16 mars 1968, à Manchester CT Etats-Unis d'Amérique, demeurant professionnellement à 247 S Dahlia Denver, CO 80246 Etats-Unis d'Amérique, administrateur de type B de la Société avec effet immédiat pour une période d'un an, renouvelable sans aucune restriction, par résolution d'un actionnaire ou des actionnaires, détenant plus de cinquante pour cent du capital social de la Société.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, honoraires ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombe à la Société en raison des présentes ou qui pourrait être dû au regard de cette augmentation de capital est évalué à environ 1.050,- EUR.

Le notaire instrumentant qui comprend et parle anglais acte par la présente qu'à la demande de la partie comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi par une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version française prévaudra.

Dont Acte, fait et passé à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire du comparant, il a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Max MAYER, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 28 avril 2014. Relation GRE/2014/1701. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014149248/240.

(140170032) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Innisfree ISF S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: CAD 361.854,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 153.570.

—
Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 26 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149484/10.

(140170325) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Capilan S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2314 Luxembourg, 4, place de Paris.

R.C.S. Luxembourg B 190.455.

—
STATUTS

L'an deux mille quatorze, le seize septembre

Par-devant Nous, Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand Duché de Luxembourg

A COMPARU

Monsieur Ilan COHEN, directeur général, né le 2 Mars 1959 à Rehovot, Israël, demeurant au 114, Quai Louis Blériot, F-75016 Paris (France).

Lequel comparant a prié le notaire instrumentant d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

Dénomination - Siège - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée qui sera régie par les présents statuts et les dispositions légales.

La société à responsabilité limitée prend la dénomination de «Capilan S.à r.l.».

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu du Grand-Duché de Luxembourg par décision modificatrice des statuts. Le siège social pourra être transféré dans la commune par décision de la gérance.

Art. 3. La société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. L'objet de la Société est la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par voie de souscription, achat, échange ou de toute autre manière des actions, parts et autres valeurs mobilières, obligations, bons de caisse, certificats de dépôt

et autres instruments de dettes et plus généralement toutes valeurs mobilières et instruments financiers émis par toute entité publique ou privée.

La Société pourra également apporter toute assistance financière, que ce soit sous forme de prêts, d'octroi de garanties ou autrement, à ses filiales ou aux sociétés dans lesquelles elle a un intérêt direct ou indirect, sans que celui-ci ne soit substantiel, ou à toute société qui serait actionnaire direct ou indirect de la Société, ou encore à toute société appartenant au même groupe que la Société (ci-après reprise comme les «Sociétés Apparentées»). La Société pourra accorder toute garantie, fournir tout gage ou toute autre forme de sûreté, que ce soit par engagement personnel ou par hypothèque ou charge sur tout ou partie des avoirs (présents ou futurs), ou par l'une et l'autre de ces méthodes, pour l'exécution de tout contrat ou obligation de la Société ou de Sociétés Apparentées.

La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, change, taux d'intérêt et autres risques.

La Société peut faire toutes opérations commerciales et/ou financières en relation directe ou indirecte avec des investissements de propriété mobiliers et immobiliers y compris mais non limité à l'acquisition, la possession, le louage, la location, le leasing, le bail, la division, le drainage, la réclamation, le développement, l'amélioration, la culture, la production cinématographique, audiovisuelle ou musicale, la construction, la vente ou toute autre aliénation, hypothèque, gage ou toute autre obstruction de propriété mobilière ou immobilière.

Capital - Parts sociales

Art. 5. Le capital social est fixé à quarante et un millions cinq cent dix mille huit cent onze euros (EUR 41.510.811.-) représenté par quarante et un millions cinq cent dix mille huit cent onze (41.510.811) parts sociales d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune.

Art. 6. Le capital social pourra, à tout moment, être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par l'article 199 de la loi concernant les sociétés commerciales.

Art. 7. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle de l'actif social et des bénéfices.

Art. 8. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Elles ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés que moyennant l'agrément donné à la majorité des trois quarts des voix en assemblée générale ou autrement, par les associés représentant au moins les trois quarts du capital social. Les parts sociales ne peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires de parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants. En toute hypothèse, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer endéans trente jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé.

Art. 9. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 10. Les créanciers, représentants, ayants-droit ou héritiers des associés ne pourront pour quelque motif que ce soit, requérir l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées.

Gérance

Art. 11. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent un conseil de gérance. Le(s) gérant(s) ne sont pas obligatoirement associés.

Les membres du conseil de gérance peuvent ou non être répartis en deux catégories, nommés respectivement «gérants de catégorie A» et «gérants de catégorie B». Une telle classification des gérants doit être enregistrée dans le procès-verbal de l'assemblée concernée et les gérants doivent être identifiés par rapport à la classe à laquelle ils appartiennent.

Les gérants sont nommés et révoqués à tout moment, avec ou sans motifs, par l'assemblée générale des associés, qui détermine leurs pouvoirs et la durée de leurs fonctions, et qui statue à la majorité simple. Si aucun terme n'est indiqué, les gérants sont nommés pour une période indéterminée. Les gérants sont rééligibles mais leur nomination est également révocable avec ou sans motifs (ad nutum) à tout moment.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) a (ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les Statuts seront de la compétence du gérant unique ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y en a) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

La société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers, par la seule signature de son gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la seule signature de chaque gérant, à condition toutefois que si l'assemblée générale des associés a nommé différentes catégories de gérants (à savoir les gérants de catégorie A et les gérants de catégorie B), la

Société ne sera valablement engagée que par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B (y compris par voie de représentation).

Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la seule signature de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués, par le conseil de gérance, par le gérant unique ou, dans le cas de catégories de gérants, par un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B agissant ensemble (y compris par voie de représentation).

Art. 12. Les décisions des gérants sont prises en réunions du conseil de gérance.

Un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance doit être donné aux gérants vingt-quatre (24) heures au moins avant la date prévue pour la réunion du conseil de gérance, sauf s'il y a urgence sociale ou autre, auquel cas la nature et les motifs de l'urgence doivent être mentionnée dans l'avis. Cette convocation peut être omise avec l'assentiment de chaque gérant par écrit, par câble, télégramme, télex, courrier électronique, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil de gérance qui se tiendra à un moment et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par téléfax, câble, télégramme ou télex un autre gérant pour le représenter.

Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants est présente ou représentée et, si des gérants de catégorie A et des gérants de catégorie B ont été nommés, que si au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B sont présents ou représentés.

Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix des gérants présents ou représentés et si des gérants de catégorie A et des gérants de catégorie B ont été nommés, ces résolutions ont été approuvées par au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B.

Les procès-verbaux des réunions du conseil de gérance seront signés par un des gérants ou, dans le cas de catégories de gérants, par un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B ou par toute manière telle que approuvée lors du conseil de gérance en question.

Les copies ou extraits de ces procès qui peuvent être produites en justice ou ailleurs seront signés par l'un quelconque des gérants ou, dans le cas de catégories de gérants, par une catégorie A et un gérant de catégorie B, ou par toute manière telle que approuvée lors du conseil de gérance en question ou à une réunion du conseil ultérieure.

Les résolutions circulaires signées par tous les gérants, produiront effet au même titre que les décisions prises à une réunion du conseil de gérance. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution unique, envoyées par lettre, téléfax ou courrier électronique.

Dans ces cas, les résolutions ou décisions à prendre seront expressément prises, soit formulées par écrit par voie circulaire, par courrier ordinaire, électronique ou télécopie, soit par téléphone, téléconférence ou autre moyen de télécommunication.

L'utilisation de la vidéo conférence et de conférence téléphonique est autorisée si chaque participant est en mesure d'entendre et d'être entendu par tous les membres du Conseil de Gérance participants, utilisant ou non ce type de technologie. Ledit participant sera réputé présent à la réunion et sera habilité à prendre part au vote via téléphone ou la vidéo.

Art. 13. Un gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Décisions des associés

Art. 14. L'associé unique exerce tous les pouvoirs qui sont attribués par la Loi à l'assemblée générale des associés.

Chaque associé possède des droits de vote proportionnels au nombre de parts sociales détenues par lui.

Tout associé pourra se faire représenter aux assemblées générales des associés de la Société en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, téléfax ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

Les décisions des associés sont prises en assemblées générales.

Toutefois, la tenue d'assemblées générales n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq.

Les assemblées générales des associés doivent être convoquées par une convocation adressée par lettre recommandée aux associés à leur adresse figurant dans le registre des associés détenues par la Société au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée. Si la totalité du capital social de la Société est représentée à une assemblée, elle peut être tenue sans préavis.

La direction peut décider que chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, expressément formulées par écrit, transmis par lettre, télégramme, télex, télécopie ou e-mails.

Dans le cas de résolutions écrites, le texte de ces résolutions doit être envoyé aux associés, à leurs adresses inscrites dans le registre des associés détenues par la Société au moins huit (8) jours avant la date effective proposée des résolutions. Les résolutions prennent effet dès l'approbation de la majorité comme prévu par la loi pour les décisions collectives (ou

sujet à la satisfaction des exigences de majorité, à la date y précisée). Une résolution circulaire écrite unanime peut être passée à tout moment sans préavis.

Les associés exprimeront leur vote en signant la résolution circulaire. Les signatures des associés apparaîtront sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique envoyées par lettre, télécopie ou courrier électronique.

Art. 15. Les résolutions ne sont valablement adoptées que pour autant qu'elles sont prises par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée, une seconde assemblée sera immédiatement convoquée par lettre recommandée.

Lors de cette deuxième assemblée, les résolutions seront adoptées à la majorité des associés votant quelle que soit la portion du capital représenté.

Toutefois, les décisions ayant pour objet une modification des statuts ne pourront être prises qu'à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social et toute décision pour changer la nationalité de la Société doit être prise par les associés représentant cent pour cent du capital social émis

Toute assemblée se tiendra à Luxembourg ou à tout autre endroit que la gérance déterminera.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 16. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 17. Chaque année, le 31 décembre, la gérance établit les comptes annuels.

Art. 18. Tout associé peut prendre au siège social de la société communication des comptes annuels.

Art. 19. Sur le bénéfice net de l'exercice, il est prélevé 5% au moins pour l'affectation à la réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint 10% du capital social.

Le solde est à la disposition des associés.

Dissolution - Liquidation

Art. 20. La société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale, statuant suivant les modalités prévues pour les modifications des statuts.

Lors de la dissolution de la société, la liquidation s'effectuera par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'assemblée générale qui détermine leurs pouvoirs et leur rémunération.

Loi applicable

Art. 21. Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales en vigueur.

Disposition transitoire

Exceptionnellement le premier exercice social commencera le jour de la constitution de la société pour finir le 31 décembre 2015.

Souscription et Libération

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par apport en nature des actifs indiqués dans la déclaration d'apport de Monsieur Ilan COHEN, précité, du 15 septembre 2014, annexée au présent acte (les Actifs) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Preuve de l'existence et valeur de l'apport

Preuve de l'existence et de la valeur de cet apport en nature a été donnée au notaire soussigné par:

La déclaration d'apport de Monsieur Ilan COHEN, précité, datée du 15 septembre 2014, certifiant qu'il est propriétaire sans restriction des Actifs des sociétés suivantes:

- NUXE DEVELOPPEMENT, une Société par actions simplifiée, constituée sous les lois françaises et ayant son siège social au 17-19, rue Pécelet, 75015 Paris, France, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 789.818.705, (Actif Apporté I). Les actions apportées représentent 20.56% du capital de la société NUXE DEVELOPPEMENT.

- FUGITIVE, une Société à responsabilité limitée, constituée sous les lois françaises et ayant son siège social au 9 rue Charles Lecoq, 75015 Paris, France, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 403.760.374, (Actif Apporté II). Les parts sociales apportées représentent 99.33% du capital de la société FUGITIVE.

Réalisation effective de l'apport

Monsieur Ilan COHEN, précité, déclare que:

- il est propriétaire sans restriction des Actifs, ceux-ci étant librement transmissibles et n'étant sujet à aucun droit de préemption ou option d'achat de toute sorte par lesquels un tiers pourrait demander que les Actifs ou une partie de ceux-ci lui soient transférés;

- les Actifs sont libres de tout gage, garantie ou usufruit;

L'apport des Actifs est réalisé ce jour sans réserves.

Toutes autres formalités sont en cours de réalisation dans les juridictions de situation des Actifs aux fins d'effectuer le transfert et de le rendre effectif partout et envers tous tiers.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élève à environ EUR 6.800.-.

Assemblée générale extraordinaire

L'associé pré-désigné, représentant l'intégralité du capital social, a pris les résolutions suivantes:

Est appelé aux fonctions de gérant unique:

1. Monsieur Ilan COHEN, directeur général, né le 2 Mars 1959 à Rehovot, Israël, demeurant au 114, Quai Louis Blériot, F-75016 Paris (France).

2. La société est valablement engagée par la signature individuelle du gérant unique.

3. Le siège social de la société est fixé à 4, Place de Paris, L-1930 Luxembourg.

Le notaire soussigné, déclare que le comparant a requis de documenter le présent acte en langue française, suivi d'une version anglaise, et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte français fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, il a signé avec nous le notaire le présent acte.

Follows english translation of the above version

In the year two thousand and fourteen, on the sixteenth of September.

Before Us Me Jean SECKLER, notary residing at Junglinster, (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

Mr. Ilan COHEN, director, born on March 2, 1959 in Rehovot, Israel, residing at 114, Quai Louis Blériot, F-75016 Paris.

Such appearing person has drawn up the following articles of a limited liability company to be incorporated.

Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. A limited liability company is hereby formed, that will be governed by these articles and by the relevant legislation. The name of the company is "Capilan S.à r.l."

Art. 2. The registered office is established in the municipality of Luxembourg.

The address of the registered office may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the single manager, or as the case may be, by the board of managers of the Company.

Art. 3. The company is established for an unlimited period.

Art. 4. The object of the Company is the acquisition of participations, interests and units, in Luxembourg or abroad, in any form whatsoever and the management of such participations, interests and units. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever.

The Company may borrow in any form, except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries or companies in which it has a direct or indirect interest, even not substantial, or any company being a direct or indirect shareholder of the Company or any affiliated company belonging to the same group as the Company (hereafter referred as the "Connected Companies"). It may also give guarantees and grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its Connected Companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

The Company may carry out any commercial and/or financial transactions with respect to direct or indirect investments in movable and immovable property including but not limited to acquiring, owning, hiring, letting, leasing, renting, dividing,

draining, reclaiming, developing, improving, cultivating, film making, music, building on, selling or otherwise alienating, mortgaging, pledging or otherwise encumbering movable or immovable property.

Capital - Shares

Art. 5. The corporate capital of the company is fixed at forty-one million five hundred and ten thousand eight hundred and eleven euros (EUR 41.510.811.-) divided into forty-one million five hundred and ten thousand eight hundred and eleven (41.510.811) shares having a nominal value of one euro (EUR 1,-) each.

Art. 6. The capital may be increased or reduced at any time as laid down in article 199 of the law concerning Commercial Companies.

Art. 7. Each share entitles its owner to a proportional right in the company's assets and profits.

Art. 8. The shares are freely transferable among the partner(s).

Shares may not be transferred inter vivos to non-partners unless members representing at least three-quarter of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Otherwise it is referred to the provisions of articles 189 and 190 of the law of 10th August 1915 on commercial companies.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admit only one owner for each of them.

Art. 9. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several of the partners.

Art. 10. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any partner are neither allowed, in circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the administration of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings.

Management

Art. 11. The Company is managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers. The manager(s) need not to be partner(s).

The members of the board of managers might be split in two categories, respectively denominated "Class A managers" and "Class B managers". Any such classification of managers shall be duly recorded in the minutes of the relevant meeting and the managers be identified with respect to the class they belong.

The managers are appointed and removed at any time, with or without cause, by decision of the general meeting of the partner(s) which determines their powers and the term of their mandates. If no term is indicated, the managers are appointed for an undetermined period. The managers may be reelected but also their appointment may be revoked with or without cause (ad nutum) at any time.

In dealing with third parties, the manager(s) will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's objects and provided the terms of this article shall have been complied with.

All powers not expressly reserved by law or the present articles of association to the general meeting of partner(s) fall within the competence of the sole manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers.

The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers will determine this agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his agency.

The Company shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature in the case of a sole manager, and in the case of a board of managers by the joint signature of any two of the managers, provided however that in the event the general meeting of partner(s) has appointed different classes of managers (namely Class A managers and Class B managers) the Company will only be validly bound by the joint signature of one Class A manager and one Class B manager (including by way of representation).

In any event the Company will be validly bound by the sole signature of any person or persons to whom such signatory powers shall have been delegated by the Board of Managers or any one of the managers or, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager acting together (including by way of representation).

Art. 12. Managers decisions are taken by meeting of the board of managers.

Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting, except in case of emergency, in which case the nature and the motives of the emergency shall be mentioned in the notice. This notice may be omitted in case of assent of each manager in writing, by cable, telegram, telex, e-mail or facsimile, or any other similar means of communication. A special convening notice will not be required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by telefax, cable, telegram or telex another manager as his proxy.

The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members is present or represented and to the extent Class A managers and Class B managers were appointed, at least one Class A manager and one Class B manager must be present or represented.

Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast and, if the board of managers is composed of Class A manager and Class B manager, such resolutions must be approved at least one Class A manager and one Class B manager.

The minutes of any meeting of the board of managers shall be signed by any one of the managers or, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager or as may be resolved by the board of managers at the relevant meeting.

Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by any one of the managers or, in the event of classes of managers, by one class A and one class B manager, or as may be resolved at the relevant meeting or a subsequent meeting.

Circular resolutions signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at the managers' meeting. The signature of the managers may appear on a single document or on multiple copies of identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile or e-mails.

In such cases, resolutions or decisions shall be expressly taken, either formulated by writing by circular way, transmitted by ordinary mail, electronic mail or telecopier, or by phone, teleconferencing or other telecommunications media.

The use of video-conferencing equipment and conference call shall be allowed provided that each participating member of the board of managers is able to hear and to be heard by all other participating members whether or not using this technology, and each participating member of the board of managers shall be deemed to be present and shall be authorised to vote by video or by phone.

Art. 13. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a mandatory he is only responsible for the execution of his mandate.

Partners decisions

Art. 14. The sole partner assumes all powers conferred by the Law for general meeting of partners.

Each partner has voting rights commensurate to its shareholding.

Each partner may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mails, to represent him at the general meetings of partners.

Partner(s) decisions are taken by partner's meetings.

However, the holding of meeting is not compulsory as long as the partner(s) number is less than twenty-five.

Partners' meetings shall be called by convening notice addressed by registered mail to partner(s) to their address appearing in the register of partner(s) held by the Company at least eight (8) days prior to the date of the meeting. If the entire share capital of the Company is represented at a meeting the meeting may be held without prior notice.

The management can decide that each partner shall receive the whole text of each resolution or decisions to be taken, expressly drawn up by writing, transmitted by letter, telegram, telex, facsimile or e-mails.

In the case of written resolutions, the text of such resolutions shall be sent to the partner(s) at their addresses inscribed in the register of partner(s) held by the Company at least eight (8) days before the proposed effective date of the resolutions. The resolutions shall become effective upon the approval of the majority as provided for by law for collective decisions (or subject to the satisfaction of the majority requirements, on the date set out therein).

Unanimous written resolution may be passed at any time without prior notice. The signature of partner(s) may appear on a single document or on multiple copies of identical resolution and may be evidenced by letter, facsimile or e-mails.

Art. 15. Resolutions are validly adopted when adopted by partner(s) representing more than half of the share capital.

If this quorum is not attained at a first meeting, the partner(s) are immediately convened by registered letters to a second meeting.

At this second meeting, decisions will be taken at the majority of voting partner(s) whatever majority of share capital be represented.

However, decisions concerning an amendment of the articles of association must be taken by a majority vote of partner(s) representing the three quarters of the share capital and decisions to change the nationality of the Company are to be taken by Partner(s) representing one hundred percent of the issued share capital.

Every meeting shall be held in Luxembourg or such other place as the managers may from time to time determine.

Financial year - Balance sheet

Art. 16. The Company's financial year begins on January 1st and closes on December 31st.

Art. 17. Each year, as of the 31st of December, the management will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s) toward the company.

At the same time, the management will prepare a profit and loss account which will be submitted to the general meeting of partners together with the balance sheet.

Art. 18. Each partner may inspect at the registered office of the Company the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

Art. 19. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisation, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five per cent of the net profit will be allocated to the statutory reserve. This allocation ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued capital but must be resumed till the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatever, it has been broken into.

The balance is at the disposal of the partners.

However, the partners may decide, at the majority vote determined by the relevant laws, that the profit, after deduction of the reserve, be either carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Notwithstanding the preceding provisions, the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the partners before the end of the financial year on the basis of a statement of accounts showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that (i) the amount to be distributed may not exceed, where applicable, realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these articles of association and that (ii) any such distributed sums which do not correspond to profits actually earned shall be reimbursed by the partners.

Winding-up - Liquidation

Art. 20. The liquidation will be carried out by one or more liquidators, physical or legal persons, appointed by the general meeting of partners which will specify their powers and fix their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the assets of the Company will be attributed to the partners at the pro-rata of their participation in the share capital of the Company.

A sole partner can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all the assets and liabilities, known or unknown of the Company.

Applicable law

Art. 21. The applicable legislation here above mentioned in article 1 shall apply in so far as these articles of association do not provide for the contrary.

Transitory disposition

The first financial year begins on the date of incorporation of the company and ends on December 31, 2015.

Subscription and payment

All the shares have been fully subscribed by Mr. Ilan COHEN, above mentioned, by a contribution in kind of the assets indicated in the contribution declaration dated September 15, 2014 attached to this deed (the Assets) are now at the company's free disposal, proof having been provided to the notary.

Proof of existence and value of the contribution

Proof of the existence and value of the contribution in kind has been provided to the notary by:

- A contribution declaration from M. Ilan COHEN, above mentioned, dated September 15, 2014, certifying that he is the unrestricted owner of the Assets in the following companies:

* NUXE DEVELOPPEMENT, a Société par actions simplifiée, incorporated under French laws and having its registered office at 17-19, rue Pécelet, 75015 Paris, France, registered at the Paris RCS under number 789.818.705, (Asset Contribution I). The contributed shares represent 20.56% of the share capital of the company NUXE DEVELOPPEMENT.

* FUGITIVE, a Société à responsabilité limitée, incorporated under French laws and having its registered office at 9 rue Charles Lecoq, 75015 Paris, France,, registered at the Paris RCS under number 403.760.374, (Asset Contribution II). The contributed shares represent 99.33% of the share capital of the company FUGITIVE.

Date of effect of the Contribution

Mr. Ilan COHEN, declares that:

- he is the unrestricted owner of the Assets, which are freely transferable and are not subject to any kind of pre-emption right or purchase option by virtue of which a third party could request the Assets to be contributed to be transferred to it;

- the Assets are free of any pledge, guarantee or usufruct;

The contribution of the Assets is carried out this day without any restriction;

Any other formalities are being carried out in the jurisdiction where the Assets are situated in order to proceed with the transfer of the legal ownership and for it to be effective towards third parties.

Expenses

The amount, approximately at least, of costs, expenses, salaries or charges, in whatever form it may be, incurred or charged to the company as a result of its formation, is approximately valued at EUR 6,800.-.

Resolutions of the sole partner

The sole partner, acting as foresaid, representing the whole corporate capital, passed the following resolutions:

1. The following person has been elected as sole manager for an undetermined period:

- Mr. Ilan COHEN, director, born on March 2, 1959 in Rehovot, Israel and residing at 114, Quai Louis Blériot, F-75016 Paris.

2. The company will be validly bound by the signature of the sole manager.

3. The company's registered office is located at 4, Place de Paris, L-1930 Luxembourg.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above person appearing, the present deed is worded in French followed by an English version. On request of the same person appearing and in case of divergences between the French and the English text, the French version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing person, known to the notary, by surnames, Christian names, civil status and residences, he signed together with Us, the notary, the present deed.

Signé: Ilan COHEN, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher, le 19 septembre 2014. Relation GRE/2014/3696. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2014149354/422.

(140170038) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

**VC TX Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Corgo Holding S.à r.l.).**

Capital social: EUR 862.500,00.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 187.733.

In the year two thousand and fourteen, on the 29th day of August, before Us, Maître Pierre Probst, notary residing in Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Rancho Properties Holding S.à r.l., a company incorporated under the laws of Grand-Duchy of Luxembourg having its registered office at 15 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, owner of 12.500 shares,

the "Shareholder",

and,

Arne Madsen, born in Bornholm (Denmark), on the 11 day of November 1958, residing at Sennhüttenstrasse 13, 8707 Uetikon am See (Switzerland),

the "New Shareholder",

hereby represented by Mrs Francine May, private employee, residing professionally in Luxembourg, by virtue of power of attorneys, with power of substitution, given under private seal on the 12th and 14th day of August 2014.

Said proxies, after having been signed "ne varietur" by the proxyholder of the appearing party and by the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed, to be filed with the registration authorities.

The appearing parties, represented as aforesaid, appears in their capacities as Shareholder and New Shareholder of "Corgo Holding S.à r.l.", a private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, incorporated under the name of Corgo Holding S.à r.l., pursuant to a deed of Maître Pierre Probst, notary residing in Luxembourg on June 5th, 2014, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 187733 (the "Company").

The Shareholders, represented as aforesaid and represented the entire share capital of the Company, have requested the undersigned notary to record the following:

153490

Agenda

1. Waive of convening notice.
 2. Change the denomination of the Company from "Corgo Holding S.à r.l." into "VC TX Holding S.à r.l.".
 3. Subsequent amendment of the article 2 of the articles of association (the "Articles");
 4. Increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 850,000 (eight hundred and fifty thousand Euro), in order to bring the share capital from its present amount of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares with a nominal value of EUR 1 (One Euro) each, to an amount of EUR 862,500 (eight hundred sixty two thousand five hundred Euro) by way of issuance of 850,000 (eight hundred and fifty thousand) shares of the Company with a nominal value of EUR 1 (One Euro).
 5. Subscription to and payment by the Shareholders of the share capital increase specified under item 4. by a contribution in cash.
 6. Subsequent amendment of the article 6 of the articles of association (the "Articles");
 7. Miscellaneous.
- The Shareholders have taken the following resolutions:

First resolution

The entirety of the share capital of the Company being represented at the present Meeting, the Meeting waives the convening notice, the Shareholders represented at the Meeting considering themselves as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been made available to it in advance of the Meeting.

Second resolution

The Shareholders resolve to change the denomination of the Company from "Corgo Holding S.à r.l." into "VC TX Holding S.à r.l.".

Third resolution

The Shareholders resolve to amend article 2 in the Articles so that it shall henceforth read as follows:

Art. 2. Corporate name. The Company will have the name "VC TX Holding S.à r.l." (hereafter the "Company").

Fourth resolution

The Shareholders resolve to increase the issued share capital of the Company by an amount of EUR 850,000 (eight hundred and fifty thousand Euro), in order to bring the share capital from its present amount EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares with a nominal value of EUR 1 (One Euro) each, to an amount of EUR 862,500 (eight hundred sixty two thousand five hundred Euro) by way of issuance of 850,000 (eight hundred and fifty thousand) shares of the Company with a nominal value of EUR 1 (One Euro) (the "New Shares").

Fifth resolution

The Shareholders accepts the subscription to the increase of the share capital and its full payment as follows:

Intervention - Subscription - Payment

The Proxyholder, acting in the name and on behalf of Rancho Properties Holding S.à r.l., declares that Rancho Properties Holding S.à r.l. subscribes to the increase of the share capital of the Company as follows;

- 332,500 (three hundred thirty two thousand five hundred) shares by a contribution in cash of EUR 332,500 (three hundred thirty two thousand five hundred Euro).

The amount of EUR 332,500 (three hundred thirty two thousand five hundred Euro) has been fully paid up in cash and is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

The Proxyholder, acting in the name and on behalf of Arne Madsen, declares that Arne Madsen subscribes to the increase of the share capital of the Company as follows;

- 517,500 (five hundred seventeen thousand five hundred) shares by a contribution in cash of EUR 517,500 (five hundred seventeen thousand five hundred Euro).

The amount of EUR 517,500 (five hundred seventeen thousand five hundred Euro) has been fully paid up in cash and is now available to the Company, evidence thereof having been given to the notary.

As a result of the above share capital increase, the Shareholders record that the shareholding in the Company after the share capital increase is as follows:

- | | |
|--|----------------|
| 1. Rancho Properties Holding S.à r.l.: | 345,000 shares |
| 2. Arne Madsen: | 517,500 shares |

Sixth resolution

The Shareholders resolve to amend article 6 in the Articles so that it shall henceforth read as follows:

“ Art. 6. Capital. The Company’s corporate capital is fixed at EIGHT HUNDRED SIXTY TWO THOUSAND AND FIVE HUNDRED EURO (862,500.- EUR) represented by EIGHT HUNDRED SIXTY TWO THOUSAND AND FIVE HUNDRED (862,500) shares with a par value of ONE EURO (1,-EUR) each, all subscribed and fully paid-up.

The Company may redeem its own shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that sufficient distributable reserves are available as regards the excess purchase price. The shareholders’ decision to redeem its own shares shall be taken by unanimous vote of the shareholders representing one hundred per cent (100 %) of the share capital, in an extraordinary general meeting and will entail a reduction of the share capital by cancellation of all the redeemed shares.”

Seventh resolution

The Shareholders resolve to amend the books and registers of the Company, in order to reflect the above changes with power and authority to any manager of the Company and/or any employee of “Vistra (Luxembourg) S.à r.l.”, to proceed individually, on behalf of the Company with the registration of the above changes in the relevant registers of the Company.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the corporation incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately 900 €.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary, who knows English, states that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will be binding.

The document having been read to the person appearing, she signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en française du texte qui précède:

En l’an deux mille quatorze, le vingt-neuf août.

Par-devant Nous, Maître Pierre Probst, notaire de résidence à Ettelbruck, Grand-Duché de Luxembourg

ONT COMPARU:

Rancho Properties Holding S.à r.l., société constituée sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg ayant son siège social au 15 rue Edward Steichen L-2540 Luxembourg, propriétaire de 12.500 parts sociales,”l’Associé”,
et,

Arne Madsen, né à Bornholm (Danemark), le 11 novembre 1958, résidant à Sennhüttenstrasse 13, 8707 Uetikon am See (Suisse), le “Nouvel Associé”,

ensemble mentionnés comme les «Associés»,

ici représentés par Madame Francine MAY, employée privée, en vertu de procurations données sous seing privé en date du 12 respectivement 14 août 2014, avec pouvoir de substitution.

Lesdites procurations, après avoir été paraphées «ne varietur» par la mandataire et le notaire instrumentant, resteront annexées aux présentes pour les besoins de l’enregistrement.

Les comparantes, représentées tel que sus-mentionnées, comparaissent en leur capacités d’Associé et de Nouvel Associé de “Corgo Holding S.à r.l.”, société à responsabilité limitée, ayant son siège social au 15 rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, constituée sous le nom de Corgo Holding S.à r.l., suite à un acte dressé par Maître Pierre Probst, notaire résidant à Luxembourg le 5 juin 2014, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations,

Enregistrée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 187733 (la “Société”).

Les Associés, représentés tel que sus-mentionnés et représentant la totalité du capital social de la Société, ont demandé au notaire instrumentaire de prendre acte de ce qui suit:

Ordre du jour

1. Renonciation à l’avis de convocation.
2. Changement de dénomination de la Société de “Corgo Holding S.à r.l.” en “VC TX Holding S.à r.l.”.
3. Modification subséquente de l’article 2 des statuts de la Société (les “Statuts”);
4. Augmentation du capital social de la Société d’un montant de EUR 850.000,- (huit cent cinquante mille Euros), afin de porter son capital social de son montant actuel de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents Euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales ayant une valeur nominale de EUR 1,- (un Euro) chacune, à un montant de EUR 862.500,- (huit cent soixante deux mille cinq cents Euros) par l’émission de 850.000 (huit cent cinquante mille) parts sociales de la Société ayant une valeur nominale de EUR 1,- (un Euro).
5. Souscription et paiement par les Associés de l’augmentation du capital social spécifié sous 4. par apport en numéraire.
6. Modification subséquente de l’article 6 des statuts de la Société (les “Statuts”);

7. Divers.

Les Associés ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

La totalité du capital social de la Société étant représentée à la présente Assemblée, celle-ci renonce à l'avis de convocation, les associés représentés à l'Assemblée se considérant dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'ordre du jour avant l'Assemblée.

Seconde résolution

Les Associés décident de changer la dénomination de la Société de "Corgo Holding S.à r.l." en "VC TX Holding S.à r.l.".

Troisième résolution

Les Associés décident de modifier l'article 2 des Statuts de sorte qu'il est désormais rédigé comme suit:

“ **Art. 2. Dénomination.** La Société aura la dénomination "VC TX Holding S.à r.l." (ci-après la "Société").»

Quatrième résolution

Les Associés décident d'augmenter la capital social émis de la Société d'un montant de EUR 850.000,- (huit cent cinquante mille Euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 12.500,- (douze mille cinq cents Euros) représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociale d'une valeur nominale de EUR 1 (un Euro) chacune, à un montant de 862.500,- (huit cent soixante deux mille cinq cents Euros) par l'émission de 850.000 (huit cent cinquante mille) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,- (un Euro) chacune (les «nouvelles parts»).

Cinquième résolution

Les Associés acceptent de souscrire l'augmentation du capital social et son paiement comme suit:

Intervention - Souscription - Paiement

Le mandataire, agissant au nom et pour le compte de Rancho Properties Holding S.à r.l. déclare que Rancho Properties Holding S.à r.l. souscrit à l'augmentation du capital social de la Société comme suit:

- 332.500 (trois cent trente deux mille cinq cents) parts sociale par un apport en numéraire de EUR 332.500,-.

Le montant de EUR 332.500,- a été entièrement payé en numéraire et est à la disposition de la Société, preuve en étant apportée au notaire.

Le mandataire, agissant au nom et pour le compte de Arne Madsen, déclare que Arne Madsen souscrit à l'augmentation du capital social de la Société comme suit:

- 517.500 (cinq cent dix-sept mille cinq cents) parts sociale par un apport en numéraire de EUR 517.500,-.

Le montant de EUR 517.500,- a été entièrement payé en numéraire et est à la disposition de la Société, preuve en étant apportée au notaire.

Suite à l'augmentation du capital social, les associés notent que la participation dans la Société après l'augmentation de capital est la suivante:

Rancho Properties Holding S.à r.l.:	345.000 parts sociales
Arne Madsen:	517.500 parts sociales

Sixième résolution

Les Associés de la Société décident de modifier l'article 6 des Statuts qui aura la teneur suivante:

« **Art. 6. Capital social.** Le capital social est fixé à HUIT CENT SOIXANTE DEUX MILLE CINQ CENTS EUROS (862.500,- EUR) représenté par HUIT CENT SOIXANTE DEUX MILLE CINQ CENTS (862.500) parts sociales d'une valeur nominale de UN EURO (1.- EUR) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

La société peut racheter ses propres parts sociales.

Toutefois, si le prix de rachat est supérieur à la valeur nominale des parts sociales à racheter, le rachat ne peut être décidé que dans la mesure où des réserves distribuables sont disponibles en ce qui concerne le surplus du prix d'achat. La décision des associés de racheter les parts sociales sera prise par un vote unanime des associés représentant cent pour cent du capital social, réunis en assemblée générale extraordinaire et impliquera une réduction du capital social par annulation des parts sociales rachetées.»

Septième résolution

Les Associés décident de modifier les livres et registres de la Société afin de refléter les changements mentionnés ci-avant en conférant pouvoir et autorité à tout directeur de la Société et/ou employé de Vistra (Luxembourg) S.à r.l. pour procéder individuellement, au nom de la Société, à l'enregistrement des changements susnommés dans les livres de la Société.

Estimation des coûts

Le montant total des coûts, dépenses et rémunérations, sous quelque forme que ce soit, à la charge de la Société ou qui lui incombent du fait du présent acte, s'élève environ à 900,00 €.

Le notaire soussigné, qui comprend l'anglais, certifie que, sur demande des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi par une traduction française et en cas de divergence entre la version anglaise et française, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, fait et passé à Ettelbruck, en l'étude, date indiquée aux en-têtes.

Après lecture donnée à la mandataire, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: Francine MAY, Pierre PROBST.

Enregistré à Diekirch, Le 3 septembre 2014. Relation: DIE/2014/11088. Reçu soixante-quinze euros 75,00.-€.

Le Receveur ff. (signé): Ries.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande et aux fins de publication au Mémorial.

Ettelbruck, le 26 septembre 2014.

Référence de publication: 2014149363/201.

(140170779) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 septembre 2014.

Sybo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8247 Mamer, 67, rue Mameranus.

R.C.S. Luxembourg B 190.430.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-ninth day of August.

Before Maître Blanche Moutrier, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, acting in replacement of Maître Francis Kessler, notary, residing in Esch-sur-Alzette, Grand Duchy of Luxembourg, who shall keep the original of this deed.

Appear:

- B. Jahn-Mulliner Holding ApS, a danish company organised under the laws of Denmark, with address at Norre Voldgade 11, 1358 Kobenhavn K, Denmark with DK registration CVR number 35055827 here duly represented by Mrs. Sophie Henryon, residing in 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, by virtue of a proxy given under private seal; and

- S. Rishøj Holding ApS, a danish company organised under the laws of Denmark, with address at Norre Voldgade 11, 1358 Kobenhavn K, Denmark with DK registration CVR number 35055800 here duly represented by Mrs. Sophie Henryon, prenamed, by virtue of a proxy given under private seal

The before said proxies, being initialed "ne varietur" by the appearing party and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing parties, in the capacity of which they act, have requested the notary to draw up the following articles of a "société à responsabilité limitée" which such parties declares to incorporate.

Name - Object - Registered office - Duration

Art. 1. There is hereby formed a "société à responsabilité limitée", limited liability company (the "Company"), governed by the present articles of association (the "Articles") and by current Luxembourg laws (the "Law"), in particular the law of 10 August 1915 on Commercial Companies, as amended in particular by the law of 18 September 1933 and of 28 December 1992 on "sociétés à responsabilité limitée" (the "Commercial Companies Law").

Art. 2. The Company's name is "SYBO S.à r.l.".

Art. 3. The Company's purpose is:

(1) To take participations and interests, in any form whatsoever, in any commercial, industrial, financial or other, Luxembourg or foreign companies or enterprises;

(2) To acquire through participations, contributions, underwriting, purchases or options, negotiation or in any other way any securities, rights, patents and licenses and other property, rights and interest in property as the Company shall deem fit;

(3) Generally to hold, manage, develop, sell or dispose of the same, in whole or in part, for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares or securities of any company purchasing the same;

(4) To enter into, assist or participate in financial, commercial and other transactions;

(5) To grant to any holding company, subsidiary, or fellow subsidiary, or any other company which belong to the same group of companies than the Company (the "Affiliates") any assistance, loans, advances or guarantees (in the latter case, even in favour of a third-party lender of the Affiliates);

(6) To borrow and raise money in any manner and to secure the repayment of any money borrowed;

(7) To develop, publish, operate, manage, commercialize, register, market, process and any kind of commercially relevant activities related to mobile gaming, electronic games and programs, whether online and via internet, or via any kind of transmission, browsing, broadcasting, via cable or any other technical means as will be developed as state of the art and related business activities, such as merchandizing, lease, software development and investments;

(8) Generally to do all such other things as may appear to the Company to be incidental or conducive to the attainment of the above objects or any of them.

The Company can perform all commercial, technical and financial operations, connected directly or indirectly in all areas as described above in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company has its registered office in the City of Mamer, Grand-Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred within the municipality of the City of Mamer by decision of the board of managers or the sole manager (as the case may be).

The registered office of the Company may be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by means of a resolution of an extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required by the Law.

The Company may have offices and branches (whether or not a permanent establishment) both in Luxembourg and abroad.

In the event that the board of managers or the sole manager (as the case may be) should determine that extraordinary political, economic or social developments have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the board of managers or the sole manager (as the case may be) of the Company.

Art. 5. The Company is constituted for an unlimited duration.

Art. 6. The life of the Company does not come to an end by death, suspension of civil rights, bankruptcy or insolvency of any shareholder.

Art. 7. The creditors, representatives, rightful owner or heirs of any shareholder are not allowed, in any circumstances, to require the sealing of the assets and documents of the Company, nor to interfere in any manner in the management of the Company. They must for the exercise of their rights refer to financial statements and to the decisions of the meetings of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be).

Capital - Shares

Art. 8. The Company's share capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro), represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) shares with a nominal value of EUR 1 (one Euro) each.

The amount of the share capital of the Company may be increased or reduced by means of a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) adopted under the conditions required for amendment of the Articles.

Art. 9. Each share confers an identical voting right and each shareholder has voting rights commensurate to his shareholding.

Art. 10. The shares are freely transferable among the shareholders.

Shares may not be transferred "inter vivos" to non-shareholders unless shareholders representing at least three quarter of the share capital shall have agreed thereto in a general meeting.

Furthermore, the provisions of Articles 189 and 190 of the Commercial Companies Law shall apply.

The shares are indivisible with regard to the Company, which admits only one owner per share.

Art. 11. The Company shall have power to redeem its own shares.

Such redemption shall be carried out by means of a resolution of an extraordinary general meeting of the shareholders or of the sole shareholder (as the case may be), adopted under the conditions required for amendment of the Articles, provided that such redemption has been proposed to each shareholder of the same class in the proportion of the capital or of the class of shares concerned represented by their shares.

However, if the redemption price is in excess of the nominal value of the shares to be redeemed, the redemption may only be decided to the extent that the excess purchase price may not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from

reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the Law or of Articles.

Such redeemed shares shall be cancelled by reduction of the share capital.

Management

Art. 12. The Company will be managed by one or more managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers composed of one or several category A manager(s) and of one or several category B manager(s). The manager(s) need not be shareholders of the Company.

The manager(s) shall be appointed and designated as category A manager or category B manager, and her/his/its/their remuneration determined, by a resolution of the general meeting of shareholders taken by simple majority of the votes cast, or of the sole shareholder (as the case may be). The remuneration of the manager(s) can be modified by a resolution taken at the same majority conditions.

The general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) may, at any time and “ad nutum”, remove and replace any manager.

All powers not expressly reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders or to the sole shareholder (as the case may be) fall within the competence of the board of managers, or of the sole manager (as the case may be).

In dealing with third parties, the manager, or, in case of plurality of managers, the board of managers will have all powers to act in the name of the Company in all circumstances and to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company’s object, provided the terms of these Articles shall have been complied with.

The Company shall be bound by the sole signature of its single manager, and, in case of plurality of managers, by the joint signature of one category A manager and one category B manager.

The board of managers or the sole manager (as the case may be), may from time to time subdelegate her/his/its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be shareholder(s) or manager(s) of the Company.

The board of managers, or the sole manager (as the case may be) will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

Art. 13. In case of plurality of managers, the decisions of the managers are taken by meeting of the board of managers.

The board of managers shall appoint from among its members a chairman which in case of tie vote, shall have a casting vote. The chairman shall preside at all meetings of the board of managers. In case of absence of the chairman, the board of managers shall be chaired by a manager present and appointed for that purpose. It may also appoint a secretary, who needs not to be a manager, who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the board of managers or for such other matter as may be specified by the board of managers.

The board of managers shall meet when convened by one manager.

Notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 2 (two) days in advance of the time set for such meeting except in the event of emergency, the nature of which is to be set forth in the minute of the meeting.

Any convening notice shall specify the time and place of the meeting and the nature of the business to be transacted.

Convening notices can be given to each manager by word of mouth, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means.

The notice may be waived by the consent, in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable communication means, of each manager.

The meeting will be duly held without prior notice if all the managers are present or duly represented.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a schedule previously adopted by a resolution of the board of managers.

Any manager may act at any meeting of managers by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex or electronic means another manager as his/her/its proxy.

A manager may represent more than one manager.

The managers may participate in a board of managers meeting by phone, videoconference, or any other suitable telecommunication means allowing all persons participating in the meeting to hear each other at the same time, provided that a majority of the managers shall never attend the meeting while being located in the same foreign jurisdiction.

Such participation in a meeting is deemed equivalent to participation in person at a meeting of the managers.

The board of managers can validly deliberate and act only if the majority of its members is present or represented, including at least one category A manager and one category B manager.

Decisions of the board of managers are adopted by the majority of the managers participating to the meeting or duly represented thereto including at least one category A manager and one category B manager.

The deliberations of the board of managers shall be recorded in the minutes, which have to be signed by the chairman or one category A manager and one category B manager. Any transcript of or excerpt from these minutes shall be signed by the chairman or one category A manager and one category B manager.

Resolutions in writing approved and signed by all managers shall have the same effect as resolutions passed at a managers' meeting.

In such cases, written resolutions can either be documented in a single document or in several separate documents having the same content.

Written resolutions may be transmitted by ordinary mail, fax, cable, telegram, telex, electronic means, or any other suitable telecommunication means.

Art. 14. Any manager does not contract in his function any personal obligation concerning the commitments regularly taken by him in the name of the Company; as a representative of the Company, he is only responsible for the execution of his mandate.

General meetings of shareholders

Art. 15. In case of plurality of shareholders, decisions of the shareholders are taken as follows:

The holding of a shareholders meeting is not compulsory as long as the shareholders number is less than 25 (twenty-five). In such case, each shareholder shall receive the whole text of each resolution or decision to be taken, transmitted in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or any other suitable telecommunication means. Each shareholder shall vote in writing.

If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), the decisions of the shareholders are taken by meetings of the shareholders. In such a case 1 (one) general meeting shall be held at least annually in Luxembourg within 6 (six) months of the closing of the last financial year. Other general meetings of shareholders may be held in the Grand-Duchy of Luxembourg at any time specified in the notice of the meeting.

Art. 16. General meetings of shareholders are convened and written shareholders resolutions are proposed by the board of managers, or the sole manager (as the case may be), failing which by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

Written notices convening a general meeting and setting forth the agenda shall be made pursuant to the Law and shall be sent to each shareholder at least 8 (eight) days before the meeting, except for the annual general meeting for which the notice shall be sent at least 21 (twenty-one) days prior to the date of the meeting.

All notices must specify the time and place of the meeting.

If all shareholders are present or represented at the general meeting and state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the general meeting may be held without prior notice.

Any shareholder may act at any general meeting by appointing in writing or by fax, cable, telegram, telex, electronic means or by any other suitable telecommunication means another person who needs not be shareholder.

Each shareholder may participate in general meetings of shareholders.

Resolutions at the meetings of shareholders or resolutions proposed in writing to the shareholders are validly taken in so far as they are adopted by shareholders representing more than half of the share capital of the Company.

If this quorum is not formed at a first meeting or at the first consultation, the shareholders are immediately convened or consulted a second time by registered letter and resolutions will be taken at the majority of the vote cast, regardless of the portion of capital represented.

However, resolutions to amend the Articles shall only be taken by an extraordinary general meeting of shareholders, at a majority of shareholders representing at least three-quarters of the share capital of the Company.

A sole shareholder exercises alone the powers devolved to the meeting of shareholders by the Law.

Except in case of current operations concluded under normal conditions, contracts concluded between the sole shareholder and the Company have to be recorded in minutes or drawn-up in writing.

Financial year - Balance sheet

Art. 17. The Company's financial year begins on 1 May and closes on 30 April.

Art. 18. Each year, as of 30 April, the board of managers, or the sole manager (as the case may be) will draw up the balance sheet which will contain a record of the properties of the Company together with its debts and liabilities and be accompanied by an annex containing a summary of all its commitments and the debts of the manager(s), statutory auditor(s) (if any) and shareholder(s) toward the Company.

At the same time the board of managers or the sole manager (as the case may be) will prepare a profit and loss account, which will be submitted to the general meeting of shareholders together with the balance sheet.

Art. 19. Each shareholder may inspect at the head office the inventory, the balance sheet and the profit and loss account.

If the shareholders' number exceeds 25 (twenty-five), such inspection shall be permitted only during the 15 (fifteen) days preceding the annual general meeting of shareholders.

Supervision of the company

Art. 20. If the shareholders number exceeds 25 (twenty-five), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (“commissaires”), who may or may not be shareholder(s).

Each statutory auditor shall serve for a term ending on the date of the annual general meeting of shareholders following their appointment dealing with the approval of the annual accounts.

At the end of this period and of each subsequent period, the statutory auditor(s) can be renewed in its/their function by a new resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) until the holding of the next annual general meeting dealing with the approval of the annual accounts.

Where the thresholds of Article 35 of the law of 19 December 2002 on the Luxembourg Trade and Companies Register are met, the Company shall have its annual accounts audited by one or more qualified auditors (“réviseurs d’entreprises agréés”) appointed by the general meeting of shareholders or the sole shareholder (as the case may be) amongst the qualified auditors registered in the Financial Sector Supervisory Commission (“Commission de Surveillance du Secteur Financier”)’s public register.

Notwithstanding the thresholds above mentioned, at any time, one or more qualified auditors may be appointed by resolution of the general meeting of shareholders or of the sole shareholder (as the case may be) that shall decide the terms and conditions of his/her/its/their mandate.

Dividend - Reserves

Art. 21. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortisations, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year 5% (five percent) of the net profit will be transferred to the statutory reserve.

This deduction ceases to be compulsory when the statutory reserve amounts to one tenth of the issued share capital, as decreased or increased from time to time, but shall again become compulsory if the statutory reserve falls below such one tenth.

The general meeting of shareholders at the majority vote determined by the Law or the sole shareholder (as the case may be) may decide at any time that the excess be distributed to the shareholder(s) proportionally to the shares they hold, as dividends or be carried forward or transferred to an extraordinary reserve.

Art. 22. Notwithstanding the provisions of the preceding article, the general meeting of shareholders of the Company, or the sole shareholder (as the case may be) upon proposal of the board of managers or the sole manager (as the case may be), may decide to pay interim dividends before the end of the current financial year, on the basis of a statement of accounts prepared by the board of managers or the sole manager (as the case may be), and showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by profits carried forward and available reserves, less losses carried forward and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or the Articles.

Winding-up - Liquidation

Art. 23. The general meeting of shareholders under the conditions required for amendment of the Articles, or the sole shareholder (as the case may be) may resolve the dissolution of the Company.

Art. 24. The general meeting of shareholders with the consent of at least half of the shareholders holding three quarters of the share capital shall appoint one or more liquidator(s), physical or legal person(s) and determine the method of liquidation, the powers of the liquidator(s) and their remuneration.

When the liquidation of the Company is closed, the liquidation proceeds of the Company will be allocated to the shareholders proportionally to the shares they hold.

Applicable law

Art. 25. Reference is made to the provisions of the Law for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory measures

Exceptionally, the first financial year shall begin today and end on 30 April 2015.

Subscription - Payment

B. Jahn-Mulliner Holding ApS and S. Rishøj Holding ApS here represented as mentioned above, subscribe to 12,500 (twelve thousand five hundred) shares as follows:

- B. Jahn-Mulliner Holding ApS: 6,250 (six thousand two hundred fifty) shares; and
- S. Rishøj Holding ApS: 6,250 (six thousand two hundred fifty) shares.

The shares having been fully paid up in cash, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

Description of the contribution

The contributions made by B. Jahn-Mulliner Holding ApS and S. Rishøj Holding ApS against the issuance of shares in the Company is composed of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred Euro) in cash.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about EUR 1,300.-.

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the shareholders of the Company, representing the entirety of the subscribed capital, passed the following resolutions:

1) Is appointed as sole manager: Mr. Thomas Hartwell-Kraemer, born on 30 May 1972 in Odense (Denmark), with professional address at 67 rue Mameranus, L-8249 Mamer, Grand Duchy of Luxembourg.

The sole manager shall serve for an undetermined duration.

According to article 12 of the Articles, the Company shall be bound by the sole signature of its single manager.

2) The Company shall have its registered office at 67 rue Mameranus, L-8249 Mamer, Grand Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English, hereby states that on request of the above mentioned appearing persons, the present incorporation deed is worded in English, followed by a French version. On request of the same persons and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof this deed has been signed in Esch-sur-Alzette, on the date at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, the proxyholder signed with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quatorze, le vingt-neuvième jour du mois d'août.

Par-devant Maître Blanche Moutrier, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché du Luxembourg, agissant en remplacement de Maître Francis Kessler, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette, Grand-Duché du Luxembourg, lequel dernier restera dépositaire de la présente minute.

Ont comparu:

- B. Jahn-Mulliner Holding ApS, une société danoise constituée selon les lois de l'Etat du Danemark, ayant son siège social sis au Norre Voldgade 11, 1358 Kobenhavn K, Danemark, enregistrée auprès du Danish Chamber of Commerce sous le numéro 35055827, ici dûment représentée par Mme Sophie Henryon, avec adresse sise au 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé; et

- S. Rishøj Holding ApS, une société danoise constituée selon les lois de l'Etat du Danemark, ayant son siège social sis au Norre Voldgade 11, 1358 Kobenhavn K, Danemark, enregistrée auprès du Danish Chamber of Commerce sous le numéro 35055800, ici dûment représentée par Mme Sophie Henryon, prénommée, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Lesdites procurations, paraphées «ne varietur» par la partie comparante et le notaire instrumentant, demeureront annexées au présent acte pour être soumises avec celui-ci aux formalités de l'enregistrement.

Les parties comparantes, agissant en cette qualité, ont requis du notaire de dresser les statuts suivants (les «Statuts») d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer.

Dénomination - Objet - Siège social - Durée

Art. 1^{er}. Il est constitué par cet acte une société à responsabilité limitée (la «Société»), régie par les présents statuts (les «Statuts») et par les lois luxembourgeoises actuellement en vigueur (la «Loi»), notamment par celle du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée notamment par la loi du 18 septembre 1933 et du 28 décembre 1992 sur les sociétés à responsabilité limitée (la «Loi sur les Sociétés Commerciales»).

Art. 2. La Société aura la dénomination «SYBO S.à r.l.».

Art. 3. L'objet de la Société est:

1) De prendre des participations et intérêts, sous quelque forme que ce soit, dans toutes sociétés ou entreprises commerciales, industrielles, financières ou autres, luxembourgeoises ou étrangères;

2) D'acquérir par voie de participation, d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat, de négociation et de toute autre manière tous titres, droits, valeurs, brevets et licences et autres droits réels, droits personnels et intérêts, comme la Société le jugera utile;

3) De manière générale de les détenir, les gérer, les mettre en valeur et les céder en tout ou en partie, pour le prix que la Société jugera adapté et en particulier contre les parts ou titres de toute société les acquérant;

4) De conclure, d'assister ou de participer à des transactions financières, commerciales ou autres;

5) D'octroyer à toute société holding, filiale ou toute autre société liée d'une manière ou d'une autre à la Société ou toute société ou personne physique appartenant au même groupe de sociétés que celui de la Société (les «Sociétés Affiliées»), ou à tout gérant/administrateur des Sociétés Affiliées, tout concours, prêts, avances ou garanties (dans ce dernier cas, même en faveur d'un prêteur tiers des Sociétés Affiliées);

6) D'emprunter ou de lever des fonds de quelque manière que ce soit et de garantir le remboursement de toute somme empruntée;

7) De développer, publier, opérer, gérer, commercialiser, enregistrer, vendre, transformer et toute autre activité commerciale pertinente en lien avec l'activité de jeux sur mobile, jeux électroniques et programmes, que ce soit en ligne ou par internet, ou par tout moyen de transmission, navigation, radiodiffusion, par câble ou tout autre moyens techniques qui seront développés par l'état de la technique et les activités liées, telles que la commercialisation, le prêt, le développement de programmes et les investissements; et

8) De manière générale faire toute chose apparaissant à la société comme étant favorable à l'accomplissement de l'objet de la société, tel que susmentionné.

La Société peut réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, en relation directe ou indirecte avec les secteurs pré-décrits et aux fins de faciliter l'accomplissement de son objet.

Art. 4. La Société a son siège social dans la ville de Mamer, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social pourra être transféré dans la commune de Mamer par décision du conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas).

Le siège social de la Société peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger par le moyen d'une résolution d'une assemblée générale extraordinaire des actionnaires ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

La Société peut avoir des bureaux et succursales (que ce soit ou non un établissement permanent) tant dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Dans le cas où le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) estimerait que des événements extraordinaires politiques, économiques ou sociaux sont intervenus ou sont imminents qui pourraient interférer avec les activités normales de la Société à son siège social ou avec la facilité de communication entre le siège social et les personnes à l'étranger, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances extraordinaires; cette mesure provisoire n'aura toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire de son siège social, restera une société luxembourgeoise. Ces mesures provisoires seront prises et notifiées à toutes les parties intéressées par le conseil de gérance, ou le gérant unique (le cas échéant) de la Société.

Art. 5. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 6. La vie de la Société ne prend pas fin par décès, la suspension des droits civils, la faillite ou l'insolvabilité d'un associé.

Art. 7. Les créanciers, représentants, ayants droit ou héritiers des associés ne sont pas autorisés, en toutes circonstances, d'exiger l'apposition de scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans la gestion de la Société. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en rapporter aux états financiers et aux décisions des assemblées des associés ou de l'associé unique (selon le cas).

Capital social - Parts sociales

Art. 8. Le capital social est fixé à EUR 12.500 (douze mille cinq cents Euros), représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 1 EUR (un Euro) chacune.

Le montant du capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par le biais d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée selon les conditions requises pour la modification des Statuts.

Art. 9. Chaque Part Sociale confère un droit de vote identique et chaque associé dispose de droits de vote proportionnels à son actionnariat.

Art. 10. Les Parts Sociales sont librement cessibles entre associés.

Les Parts Sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés sans l'approbation de tous les associés de la Société.

En outre, les dispositions des articles 189 et 190 de la Loi sur les Sociétés Commerciales s'appliquent.

Les Parts Sociales sont indivisibles à l'égard de la Société, qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire par action.

Art. 11. La Société est autorisée à racheter ses propres parts sociales.

Un tel rachat sera décidé au moyen d'une résolution de l'assemblée générale extraordinaire des associés ou de l'associé unique (selon le cas) adoptée dans les conditions requises pour la modification des Statuts, sous condition de proposer ce rachat à chaque associé de même classe en proportion de leur pourcentage de participation dans le capital social ou dans la classe de parts sociales concernée représenté par leur parts.

Néanmoins, si le prix de rachat excède la valeur nominale des parts sociales rachetées, le rachat ne pourra être décidé que dans la mesure où le supplément du prix d'achat n'excède pas le montant des résultats réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la Loi ou des Statuts.

Les parts sociales rachetées seront annulées par réduction du capital social.

Gérance

Art. 12. La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants. Si plusieurs gérants ont été nommés, ils constitueront un conseil de gérance composé d'un ou plusieurs gérant de catégorie A et d'un ou plusieurs gérants de catégorie B.

Le(s) gérant(s) est/sont nommé(s) et désigné(s) comme gérant de catégorie A ou gérant de catégorie B, et son/sa/leur rémunération est fixée par une résolution de l'assemblée générale des associés prise à la majorité simple des suffrages exprimés, ou de l'associé unique (selon le cas). La rémunération du/des gérant(s) peut être modifiée par une résolution prise dans les mêmes conditions de majorité.

L'assemblée générale des associés ou l'associé unique (selon le cas) peut/peuvent, à tout moment et ad nutum, révoquer et remplacer tout gérant.

Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à l'assemblée générale des associés ou à l'associé unique (selon le cas) relèvent de la compétence du conseil de gérance ou du gérant unique (selon le cas).

Dans les rapports avec les tiers, le gérant, ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, aura tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet de la Société, pourvu que les termes de ces Statuts aient été respectés.

La Société sera engagée par la seule signature de son gérant unique, et, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe d'un gérant de catégorie A et d'un gérant de catégorie B.

Le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), peut de temps à autre sous-déléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs mandataires ad hoc qui ne sont pas nécessairement associé(s) ou gérant (s) de la Société.

Le conseil de gérance, ou le gérant unique (selon le cas) déterminera les pouvoirs, les responsabilités et la rémunération (si tel est le cas) de son/ses mandataire(s), la durée de la période de représentation et toutes autres conditions pertinentes de son mandat.

Art. 13. En cas de pluralité de gérants, les décisions des gérants sont prises en réunion du conseil de gérance.

Le conseil de gérance désignera parmi ses membres un président qui, en cas d'égalité de voix, aura un vote prépondérant. Le président présidera toutes réunions du conseil de gérance. En cas d'absence du président, le conseil de gérance sera présidé par un gérant présent et nommé dans cette intention. Il peut également choisir un secrétaire, lequel n'est pas nécessairement gérant, qui sera responsable de la conservation des procès verbaux des réunions du conseil de gérance ou de l'exécution de toute autre tâche spécifiée par le conseil de gérance.

Le conseil de gérance se réunira suite à la convocation faite par un gérant.

Pour chaque conseil de gérance, des convocations devront être établies et envoyées à chaque gérant au moins 2 (deux) jours avant la réunion sauf en cas d'urgence, la nature de cette urgence devant être déterminée dans le procès verbal de la réunion du conseil de gérance.

Toutes les convocations devront spécifier l'heure et le lieu de la réunion et la nature des activités à entreprendre.

Les convocations peuvent être faites aux gérants oralement, par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Chaque gérant peut renoncer à cette convocation par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de communication approprié.

Les réunions du conseil de gérance se tiendront valablement sans convocation si tous les gérants sont présents ou représentés.

Une convocation séparée n'est pas requise pour les réunions du conseil de gérance tenues à l'heure et au lieu précisé précédemment lors d'une résolution du conseil de gérance.

Chaque gérant peut prendre part aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex ou moyens électroniques un autre gérant pour le représenter.

Un gérant peut représenter plusieurs autres gérants.

Tout gérant de la Société peut assister à une réunion du conseil de gérance par téléphone, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication approprié permettant à l'ensemble des personnes présentes lors de cette réunion de communiquer à un même moment.

Une telle participation à une réunion du conseil de gérance est réputée équivalente à une présence physique à la réunion.

Le conseil de gérance peut valablement délibérer et agir seulement si une majorité de ses membres est présente ou représentée, incluant au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B.

Les décisions du conseil de gérance sont adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou valablement représentés, incluant au moins un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B.

Les délibérations du conseil de gérance sont transcrites par un procès-verbal, qui est signé par le président ou par 1 (un) gérant de catégorie A et 1 (un) gérant de catégorie B. Tout extrait ou copie de ce procès-verbal devra être signé par le président ou par un gérant de catégorie A et un gérant de catégorie B.

Les résolutions écrites approuvées et signées par tous les gérants auront le même effet que les résolutions prises en conseil de gérance.

Dans un tel cas, les résolutions peuvent soit être documentées dans un seul document ou dans plusieurs documents ayant le même contenu.

Les résolutions écrites peuvent être transmises par lettre ordinaire, téléfax, câble, télégramme, moyens électroniques ou tout autre moyen de communication approprié.

Art. 14. Tout gérant ne contracte en raison de ses fonctions, aucune obligation personnelle quant aux engagements régulièrement pris par lui au nom de la Société; simple mandataire, il n'est responsable que de l'exécution de son mandat.

Assemblée générale des associés

Art. 15. En cas de pluralité d'associés, les décisions des associés sont prises comme suit:

La tenue d'une assemblée générale des associés n'est pas obligatoire, tant que le nombre des associés est inférieur à vingt-cinq. Dans ce cas, chaque associé recevra le texte complet de chaque résolution ou décision à prendre, transmise par écrit ou par télécopie, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de télécommunication approprié. Chaque associé pourra voter par écrit.

Si le nombre des associés excède vingt-cinq, les décisions des associés sont prises en assemblée générale des associés. Dans un tel cas, une assemblée générale se réunit au moins une fois par an au Luxembourg dans les six mois de la clôture du dernier exercice social. D'autres assemblées générales des associés pourront se tenir dans le Grand-Duché de Luxembourg à tout moment indiqué dans l'avis de convocation de l'assemblée.

Art. 16. Les assemblées générales des associés sont convoquées et les résolutions écrites des associés sont proposées par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), à défaut, par des associés représentant plus de la moitié du capital social de la Société.

Les convocations écrites à une assemblée générale indiquant l'ordre du jour sont faites conformément à la loi et doivent être envoyées à chaque associé au moins 8 (huit) jours avant l'assemblée, sauf pour l'assemblée générale annuelle pour laquelle la convocation doit être envoyée au moins 21 (vingt-et-un) jours avant la date de l'assemblée.

Toutes les convocations doivent spécifier la date et le lieu de l'assemblée.

Si tous les associés sont présents ou représentés à l'assemblée générale et déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion, l'assemblée générale peut être tenue sans convocation préalable.

Tout associé pourra agir à toute assemblée générale en désignant par écrit ou par fax, câble, télégramme, télex, moyens électroniques ou par tout autre moyen de télécommunication une autre personne qui n'est pas nécessairement associé.

Chaque associé peut participer aux assemblées générales des associés.

Les résolutions des assemblées des associés ou les résolutions proposées par écrit aux associés ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social de la Société.

Si ce quorum n'est pas atteint lors de la première assemblée ou à la première consultation, les associés sont immédiatement convoqués ou consultés une seconde fois par lettre recommandée et les résolutions seront adoptées à la majorité des suffrages exprimés, quelle que soit la part du capital représentée.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ne peuvent être adoptées que par une assemblée générale extraordinaire à la majorité des associés détenant au moins les trois quarts du capital social de la Société.

L'associé unique exerce seul les pouvoirs qui lui sont conférés à l'assemblée générale des associés conformément à la Loi.

Excepté en cas d'opérations courantes conclues à des conditions normales, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société doivent être enregistrés dans un procès-établi par écrit.

Exercice social - Comptes annuels

Art. 17. L'exercice social de la Société commence le 1^{er} mai et se termine le 30 avril.

Art. 18. Chaque année, au 30 avril, le conseil de gérance, ou le gérant unique (selon le cas) établira le bilan qui contiendra un inventaire des avoirs de la Société indiquant les valeurs des actifs et des passifs, accompagné d'une annexe contenant

un résumé de tous les engagements et les dettes du/des gérant(s), du ou des commissaire(s) aux comptes (le cas échéant) et associé(s) envers la Société.

Dans le même temps le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas) préparera un compte de pertes et profits, qui sera soumis à l'assemblée générale des associés avec le bilan.

Art. 19. Chaque associé peut prendre connaissance au siège social, du bilan et du compte de profits et pertes.

Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), cette inspection ne sera autorisée seulement pendant les 15 (quinze) jours précédant l'assemblée générale annuelle des associés.

Surveillance de la Société

Art. 20. Si le nombre des associés excède 25 (vingt-cinq), la surveillance de la société sera confiée à un ou plusieurs commissaire(s), qui peut/peuvent être ou ne pas être associé(s).

Chaque commissaire sera nommé pour un mandat se terminant à la date de l'assemblée générale annuelle des associés suivant leur nomination relative à l'approbation des comptes annuels.

A la fin de cette période et de chaque période ultérieure, le(s) commissaire(s) peut/peuvent être renouvelé(s) dans ses/leurs fonctions par une nouvelle résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale annuelle portant sur l'approbation des comptes annuels.

Lorsque les seuils de l'article 35 de la loi du 19 Décembre 2002 sur le Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, telle que modifiée, sont remplies, la Société aura ses comptes annuels vérifiés par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises agréé(s) nommé(s) par l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) parmi la liste de l'autorité de régulation financière luxembourgeoise, la Commission de surveillance du secteur financier.

Nonobstant les seuils mentionnés ci-dessus, à tout moment, un ou plusieurs réviseur(s) d'entreprises agréé(s) peuvent être nommés par résolution de l'assemblée générale des associés ou de l'associé unique (selon le cas) qui décide(nt) des termes et conditions de son/leur mandat.

Dividendes - Réserves

Art. 21. Le solde créditeur du compte de profits et pertes, après déduction des frais généraux, coûts, amortissements, charges et provisions constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent du bénéfice net seront affectés à la réserve légale.

Cette déduction cesse d'être obligatoire lorsque la réserve légale s'élève au dixième du capital social, tel qu'augmenté ou réduit de temps à autre, mais redeviendra obligatoire si la réserve légale tombe en-dessous de ce dixième.

L'assemblée générale des associés à la majorité fixée par la loi ou l'associé unique (selon le cas) peut décider à tout moment que le bénéfice sera distribué à l'associé(s) en proportion des parts qu'il(s) détient/détiennent, sous forme de dividendes ou être reportés ou affectés à une réserve extraordinaire

Art. 22. Nonobstant les dispositions de l'article précédent, l'assemblée générale des associés de la Société, ou de l'associé unique (selon le cas) peut, sur proposition du conseil de gérance, décider de payer des dividendes intérimaires avant la fin de l'exercice en cours, sur la base d'un relevé de comptes préparé par le conseil de gérance ou le gérant unique (selon le cas), et montrant que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder les bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice, augmenté des bénéfices reportés et des réserves disponibles, moins les pertes reportées et des sommes à allouer à une réserve devant être établies conformément à la Loi ou les Statuts.

Dissolution - Liquidation

Art. 23. L'assemblée générale des associés selon les conditions requises pour la modification des Statuts, ou l'associé unique (selon le cas) peut décider la dissolution ou la liquidation de la Société.

Art. 24. L'assemblée générale des associés avec le consentement de la majorité des associés détenant trois-quarts du capital social doit nommer un ou plusieurs liquidateur(s), personne(s) physique(s) ou morale(s) et déterminer la méthode de liquidation, les pouvoirs du/des liquidateur(s) et leur rémunération.

Lorsque la liquidation de la Société est clôturée, le boni de liquidation de la Société sera attribué aux associés proportionnellement à la part qu'ils détiennent.

Loi applicable

Art. 25. Référence est faite aux dispositions de la Loi pour laquelle aucune disposition spécifique n'est faite dans les Statuts.

Mesures transitoires

Exceptionnellement, le premier exercice social commencera aujourd'hui et se terminera le 30 avril 2015.

153503

Libération - Apports

B. Jahn-Mulliner Holding ApS et S. Rishøj Holding ApS, ici représentées comme mentionnés ci-dessus, souscrivent aux 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales de la manière suivante:

- B. Jahn-Mulliner Holding ApS: 6.250 (six mille deux cent cinquante) parts sociales; et
- S. Rishøj Holding ApS: 6.250 (six mille deux cent cinquante) parts sociales

Les parts sociales ayant été entièrement libérées en espèces, dont la preuve a été dûment donnée au notaire soussigné.

Description de l'apport en nature

Les apports réalisés par B. Jahn-Mulliner Holding ApS et S. Rishøj Holding ApS en échange de l'émission de parts sociales de la Société sont composé de 12.500 EUR (douze mille cinq cents euros) en numéraire.

Estimation des Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, s'élève à environ 1.300,- Euros.

Résolutions des associés

Immédiatement après la constitution de la Société, les associés de la Société, représentant la totalité du capital social souscrit, ont pris les résolutions suivantes:

1) Est nommé en tant que Gérant Unique: Mr. Thomas Hartwell-Kraemer, né le 30 mai 1972 à Odense (Danemark), avec adresse professionnelle à 67 rue Mameranus, L-8249 Mamer, Grand-Duché du Luxembourg.

Le Gérant Unique est nommé pour une durée indéterminée.

Conformément à l'article 12 des Statuts, la Société sera engagée par la seule signature du Gérant Unique.

2) La Société aura son siège social sis au 67 rue Mameranus, L-8249 Mamer, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle anglais, déclare que sur demande des personnes comparantes, le présent acte est établi en anglais suivi d'une traduction en français. Sur demande des mêmes personnes comparantes, en cas de divergences entre les textes anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Dont Acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Le document ayant été lu au mandataire des comparants, ledit mandataire a signé avec nous, le notaire, le présent acte.

Signé: Henryon, Moutrier.

Enregistré à Esch/Alzette, Actes Civils, le 03 septembre 2014. Relation: EAC/2014/11780. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME.

Référence de publication: 2014149152/552.

(140169788) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 septembre 2014.

Circles Group, Société Anonyme.

Siège social: L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 81.183.

L'an deux mil quatorze, le neuf septembre.

Par-devant Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Redange-sur-Attert (Grand-duché de Luxembourg).

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme CIRCLES GROUP, ayant son siège social à L-1611 Luxembourg, 41, avenue de la Gare, constituée aux termes d'un acte reçu par le notaire Paul FRIEDERS, alors de résidence à Luxembourg, en date du 5 mars 2001, publié au Mémorial C numéro 906 du 22 octobre 2001, inscrite au registre de commerce de et à Luxembourg sous le numéro B 81.183. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte du notaire Urbain THOLL, de résidence à Mersch, en date du 28 juillet 2008, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations en date du 1^{er} octobre 2008 numéro 2401.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Charlotte SON, employée, demeurant professionnellement à Windhof,

qui désigne comme secrétaire Madame Hassiba BOUTICHE, employée, demeurant professionnellement à Windhof,

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Charlotte SON, prénommée.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour

Ordre du jour:

1) Suppression de la valeur nominale des actions.

2) Augmentation du capital à concurrence de SOIXANTE-NEUF MILLE EUROS (69.000.- EUR) pour le porter de son montant actuel de TRENTE-ET-UN-MILLE EUROS (31.000.- EUR) à CENT MILLE EUROS (100.000.- EUR) sans émission d'actions nouvelles, augmentation intégralement libérée en espèces par l'actionnaire unique actuel de la société.

3) Modification subséquente de l'article 5, alinéa 1^{er} des statuts.

4) Divers.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence. Cette liste de présence, après avoir été signée "ne varietur" par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les points portés à l'ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de supprimer la valeur nominale des SOIXANTE-DEUX (62) actions actuelles de la société, représentant la totalité du capital social.

Deuxième résolution

L'assemblée décide d'augmenter le capital à concurrence de SOIXANTE-NEUF MILLE EUROS (69.000.- EUR) pour le porter de son montant actuel de TRENTE-ET-UN-MILLE EUROS (31.000.- EUR) à CENT MILLE EUROS (100.000.- EUR) sans émission d'actions nouvelles mais par augmentation de la valeur au pair des actions.

Libération

L'actionnaire unique actuel de la société, ici représenté par Madame Charlotte SON, employée, prénommée, en vertu de la procuration datée du 2 septembre 2014,

déclare avoir libéré intégralement en espèces l'augmentation de capital, de sorte que la somme de SOIXANTE-NEUF MILLE EUROS (69.000.- EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, preuve en ayant été donnée au notaire instrumentant.

Troisième résolution

En conséquence de ce qui précède, l'assemblée décide de modifier le premier alinéa de l'article 5 des statuts de sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

" **Art. 5. alinéa 1^{er}.** Le capital social est fixé à CENT MILLE EUROS (100.000.- EUR) représenté par SOIXANTE-DEUX (62) actions sans désignation de valeur nominale, toutes intégralement libérées."

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Windhof, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par nom, prénoms, état et demeure, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. SON, H. BOUTICHE, C. DELVAUX.

Enregistré à Redange/Attert, le 10 septembre 2014. Relation: RED/2014/2005. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): T. KIRSCH.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Redange-sur-Attert, le 22 septembre 2014.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2014146635/72.

(140166966) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 septembre 2014.